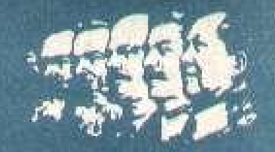
Débat Sionisme/Anti-sémitisme.

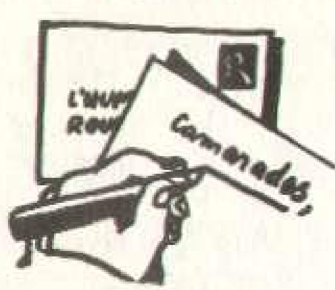


l'Humanité Rouge

Mascarades au Parlement et lutte de masse

BIMENSUEL 3 F No 51 - du 19 mars au 3 avril. Supplément à l'Humanité rouge No 1 055

Courrier des lecteurs



«La politique intérieure roumaine»

Le bimensuel s'est beaucoup amélioré et ce, par les critiques et suggestions de camarades lecteurs qui ont pu faire évoluer en bien le bimensuel. Pour ma part, j'aimerais qu'un dossier soit présenté sur la polique intérieure de la Roumanie, peu de monde connait ce pays. Sa politique extérieure de non-alignement c'est bien. Qu'en est-il de sa politique intérieure. Les travailleurs sont-ils au pouvoir. Est-ce un pays socialiste de par ses pratiques ? etc.

Egalement sur la Yougoslavie.

J'ai trouvé très intéressant le dossier sur le Tchécoslovaque qui vit à Rome.

Postier de Clichy

«Et l'écologie et le nucléaire ?»

Je suis une lectrice du bimensuel et je vous écris pour vous dire mon étonnement de ne pas trouver (ou rarement) dans la presse des articles sur les problèmes de l'écologie, du nucléaire.

Le nucléaire, en Bretagne, est un problème important et un terrain de lutte où souvent la population s'affronte au pouvoir.

La politique énergétique de la bourgeoisie est claire : c'est celle du « tout nucléaire » (cf. le rapport Schlœsing de la commission des finances de l'Assemblée nationale). Or, à quoi mène cette politique sinon :

— A notre dépendance énergétique ;

— A un renforcement du chômage ;

— A en subir les dangers.

(Cf. rapport Schlœsing).

La politique énergétique de notre pays, c'est aussi notre affaire, elle a des répercussions sur toute notre vie.

Brest. Une militante antinucléaire

«Je commence par lire le courrier»

« C'est la lecture du « Courrier des lecteurs » des numéros 48 et 49 qui m'a décidée à vous écrire.

Surtout pas trop de résolutions et communiqués du Comité central ou du Bureau politique dans le bimensuel : c'est dans le quotidien qu'il faut les passer pour que le bimensuel soit pour les dossiers.

A propos du dossier, je trouve que douze pages c'est un très grand maximum, il vaut mieux mettre moins mais mieux. Le dossier Corse du Numéro 48 a une bonne longueur par rapport au reste.

Les rubriques « Aux quatre coins du pays », « Dans l'actualité », « Du monde entier » sont bien par la longueur des articles et dans le contenu.

Tout à fait d'accord avec le front culturel tel qu'il est depuis quelques numéros. A dire vrai, c'est toujours par là que je commence.

Un mot sur l'importance de la présentation : le bimensuel est en constant progrès là-dessus et c'est bien. Il arrive pourtant que je me force à lire des articles en me disant « il faut que je sache ce que l'on dit là-dessus » et j'ai l'agréable surprise de m'apercevoir que l'article est très intéressant. Il faut donc soigner les titres.

Les interviews, témoignages, chiffres, cartes, illustrations sont très importants et notre baratin ne doit pas être trop long. Je trouve d'ailleurs que le bimensuel s'est amélioré depuis quelques temps là-dessus.

Maintenant, à propos des sujets d'articles :

— D'abord les femmes : bien sûr l'avortement, la contraception : des témoignages sur les difficultés pratiques et idéologiques que rencontrent les femmes dans telle ou telle région, milieu, ou ville seraient très intéressants.

Mais aussi tous les autres problèmes que rencontrent les femmes et ils ne manquent pas. A savoir : la grossesse (un article sur le livre « Pour un nouveau-né sans risque » de Minkowski) uneétude sur le phénomène de la fausse-couche avec chiffres et en fonction du travail, du milieu etc., avec les mesures qu'il faudrait prendre et qui ne sont pas prises, comparaison avec d'autres pays socialistes ou pas un article sur les mille et une attitudes quotidiennes des hommes et de femmes qui traduisent l'oppression de la femme, sur la stérilité.

— Et les problèmes des parents : une étude sur les crèches car toutes n'ont pas les mêmes méthodes d'éveil de l'enfant, d'attitude vis-à-vis des parents, avec témoignages de personnes travaillant dans une crèche, des photos, etc. Avec les avantages que comporte la crèche pour l'enfant par rapport à une nourrice car il y en a à mon avis.

Sur les difficultés des parents d'enfants handicapés et ce que ferait un Etat socialiste en France. Sur l'éducation des enfants : avec des articles sur des livres comme « Tout se joue avant six ans » de Dodson qui est intéressant même s'il y en a à prendre et à laisser.

— Des sujets scientifiques : sur les médecines naturelles.

Le loto et le tiercé avec beaucoup de prudence... et beaucoup de chiffres sur ce qu'en retire l'Etat, les champs de courses et les propriétaires de chevaux.

— Sur la réalité sociale et pas seulement politique de pays mal connus comme la Birmanie, le Laos, la Roumanie, la Bulgarie, le Bangla-Desh, les pays africains. Pourquoi des histoires drôles seulement sur les pays de l'Est ?

Véronique

«Il manque de témoignages»

Le bimensuel No 49 Page 5 : Les titres ne sont pas assez parlants. On peut avoir oublié ce qu'il y a eu le 16 février. Ça aurait été mieux : « Après la journée du 16 dans la sidérurgie, L'action doit s'étendre.

Pour savoir ce qu'est « l'esprit munichois », il faut déjà être assez au courant. Mieux vaut ne pas en faire un titre.

P. 6 : « Le fil de l'actualité ». La conclusion de l'article sur la CFDT et l'Europe n'est pas clair du tout. Quand la place manque, mieux vaut ne pas chercher à caser à tout prix une conclusion politique, qui sera difficilement comprise parce que pas explicite.

P. 10 : L'article sur la campagne antiallemande du PCF se contente de s'en indigner sans rien expliquer. Il aurait mieux valu confronter directement les déclarations du PCF avec la réalité économique.

Sur l'ARBED, aucune explication sur ce que le PCF lui reproche. Ça vient comme un cheveu sur la soupe.

P. 12 : Sur le Cambodge, s'il y avait moyen d'avoir des récits vivants de la résistance avec cartes des opérations militaires, etc. ce serait plus intéressant qu'un résumé des articles du quotidien et ça cadrerait mieux avec le style qui doit être celui du bimensuel.

Même genre de critique pour l'article sur l'Iran qui est un article de ligne ne parlant pas assez concrètement de l'actualité.

P. 23 : L'article sur la répression à Tahiti aurait mérité une plus grande place avec une présentation de la situation en Polynésie française. Il faudrait régulièrement des articles sur les colonies françaises.

Dans ce numéro, le secteur « intérieur » encore une fois léger par rapport à la place de la situation internationale.

Sur la première page, les cinq têtes paraissent noyées. Il vaudrait peut-être mieux les supprimer et mettre en valeur le marteau et la faucille.

Le bimensuel s'est sensiblement amélioré depuis les derniers numéros.

Les interviews sont une très bonne chose. C'est un style qui facilite la lecture ; on peut mettre après la position du Parti par un court article qui aura ainsi plus d'impact.

On ne parle pas ou très peu de la société que nous voulons.

Suite page 31.

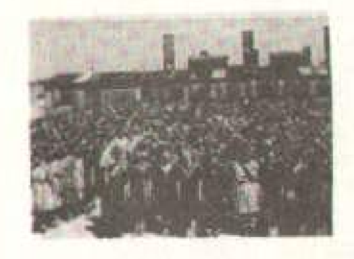
l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PCML

Sommaire



La projection d'Holocauste a touché 20 millions de télespectateurs. Elle a suscité un débat national. Nous avons réuni des camarades et amis d'origine juive pour débattre à propos de l'antisémitisme et du sionisme.



L'Humanité rouge BP 61 - 75861 Paris Cédex 18
CCP : 30 226 72 D La Source Commission paritaire :
No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 1er trimestre 1979
Directeur de publication : André DRUESNE.
Imprimerie La Nouvelle.

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Léon Cladel, Pierre Delaube, Estelle Delmas, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau, Jean Schubert. *Secrétaire de rédaction et maquettiste :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne.

LA CHINE A TENU PAROLE



Photos HR

Hanoï refuse d'évacuer le Cambodge

L'annonce officielle faite par le gouvernement chinois que, conformément aux engagements solennels qu'il avait pris, les troupes chinoises avaient commencé de se retirer du Vietnam à partir du 5 mars, a été très favorablement accueillie par de nombreux pays.

Aux Philippines, l'*Orient-Express* a commenté : « *L'esprit d'honorer ses engagements et la position de maintenir la justice, dont fait preuve le gouvernement chinois, ne manquent pas de lui gagner la sympathie et le soutien des pays épris de paix et de justice dans le monde entier* ».

Le journal thaïlandais *Thaï Rath* écrit « *que la Chine ait donné une leçon au Vietnam revêt une grande signification politique. L'action de la Chine montre que les ambitions expansionnistes de la Russie et du Vietnam — le Cuba oriental — peuvent être réfrénées* ».

En Malaisie, le *Kuang Hua Yit Pao* écrit : « *Maintenant, le règlement des problèmes en suspens dépend de l'attitude du gouvernement vietnamien. Tous les peuples et pays épris de paix et de justice doivent pousser le Vietnam à retirer ses troupes d'agression du Kampuchea afin d'assurer la paix, la sécurité et la stabilité en Asie du Sud-Est et en Asie dans son ensemble* ».

LE POINT DE VUE DU PEUPLE VIETNAMIEN

Dans un reportage daté du 8 mars sur les réactions de la population vietnamienne à la contre-attaque chinoise, le correspondant du journal japonais *Tokyo Shimbun* écrit : « *Partout, à Ho Chi Minh Ville, les Vietnamiens (indépendamment des résidents chinois) applaudissent à la nouvelle de la contre-attaque chinoise. On constate chez la population un fort dégoût de la guerre. Les mêmes sources révèlent que pour prévenir des désertions, des troupes du Sud ont été envoyées à la frontière Chine-Vietnam alors que les soldats du Nord ont été expédiés au Kampuchea* »

De leur côté, les prisonniers vietnamiens, regroupés dans un camp au Yunnan, ont déclaré :

« *Depuis le début du mois d'août de l'année dernière, nos supérieurs nous ont ordonné de creuser des tranchées sur des collines d'importance stratégique, le long de la frontière sino-vietnamienne et d'être prêts à une guerre avec la Chine* ».

L'un d'entre eux a déclaré : « *Nos uniformes, nos chaussures et nos autos sont donnés par la Chine. Lorsque j'ai été fait prisonnier, j'avais dans mon sac des biscuits chinois et un fusil et des balles de fabrication chinoise. J'ai constaté de mes propres yeux que les frontaliers de nos deux pays ont toujours vécu dans les meilleurs termes et dans la paix. Qui a saboté l'amitié sino-vietnamienne ? Nous avons été les dindons de la farce de nos supérieurs* ».

INQUIETUDE AU JAPON

Le gouvernement japonais s'inquiète de la présence de navires de guerre soviétiques du Pacifique dans le port vietnamien de Da Nang, estimant que si ce port devenait une base navale de l'URSS, cela constituerait une grave menace pour le Japon et d'autres pays asiatiques. Le Japon menace de réexaminer sa politique de sécurité nationale pour le Sud-Est asiatique si cette situation se prolonge.

FALSIFICATIONS

Le *Nhan Dan*, organe central du Parti communiste vietnamien, n'a pas craint d'affirmer récemment :

« *Le fait que les pays indochinois s'unissent pour lutter contre l'invasion du Kampuchea et le massacre du peuple kampuchéen par les réactionnaires chinois prouve que c'est une guerre juste et sacrée d'auto-défense* ». Curieuse façon de réécrire l'histoire car, à notre connaissance, les bombes et les armes qui ont fait de nombreuses victimes au Kampuchea, et qui continuent d'être tournées contre son peuple, ne sont pas chinoises mais vietnamiennes.

LA PRISE DE POSITION DE NORODOM SIHANOUK

Au cours d'un dîner offert à plusieurs hautes personnalités chinoises, le prince Sihanouk a déclaré :

« *Nous condamnons la République socialiste du Vietnam qui s'est permis d'agresser, envahir et coloniser impudemment notre pays.*

Nous exigeons que le Vietnam respecte dans le plus bref délai la souveraineté et l'intégrité territoriale du Cambodge. Nous demandons que le peuple khmer soit rétabli dans toute sa dignité d'autrefois et qu'il ait de nouveau droit à la parole et à la liberté (y compris les libertés individuelles).

Nous soutenons fermement la République populaire de Chine dans ses équitables décisions face aux insolentes et incessantes provocations belliqueuses des Vietnamiens le long des frontières sino-vietnamiennes ».

Annie Brunel

PARLEMENT

La peur des masses

Rarement, au cours de ces dernières années, le Parlement a autant mérité l'appellation de cirque. Annoncée à grand renfort de publicité, la session extraordinaire de l'Assemblée nationale sur l'emploi n'aura été qu'une mauvaise mascarade, une insulte aux chômeurs.

Cris, claquements de pupitres, mouvements de troupes, fausses sorties outragées et injures, voilà à quoi peut se résumer *« l'événement »* parlementaire.

Et pourtant les ténors des grands partis n'avaient pas été chiches pour susciter chez les travailleurs l'illusion qu'au Parlement Giscard-Barre allaient recevoir une leçon ! Quelle dérision !

Qu'avaient-ils donc à craindre les hommes du pouvoir ? Les risques étaient bien minces à affronter ces chiraquiens forts en gueule mais si dociles à l'heure du vote et une opposition occupée à se déchirer à belles dents qui brandissait en ordre dispersé la *« formidable »* menace de deux motions de censure – pour la forme.

Sabres de carton contre la froide détermination d'un gouvernement voué corps et âme aux intérêts monopolistes.

Autrement inquiétante est pour eux la colère ouvrière qui, ici et là, se transforme en d'énergiques mobilisations. Celle des sidérurgistes en premier lieu. Préfectures, chambres patronales, routes, trains, commissariat, partout s'inscrit avec force leur refus de tout licenciement, leur rejet de la logique capitaliste qui conduit au chômage des hommes et à la mort des régions.

Pourrait-il venir d'ailleurs le rapport de forces capable de mettre en échec les plans de licenciements de Giscard-Barre ? D'ailleurs, que de la lutte massive unitaire et résolue des sidérurgistes, dont les actions, de Longwy à Denain, se font l'écho. D'ailleurs, que de la solidarité qui se dessine dans toute la classe ouvrière autour de leur lutte ? Assurément non.

C'est pourquoi on comprend aisément la hâte des politiciens de la bourgeoisie pour essayer d'enrayer ce qu'ils appellent avec crainte et mépris « l'agitation de la rue » en la déviant sur le terrain piégé des débats parlementaires. Mais pourquoi donc les dirigeants du PCF prêteraient-ils leur actif concours à ces grandes manœuvres dans le dos des sidérurgistes ? Seraient-ils eux aussi saisis d'inquiétude lorsque l'efficacité des luttes ouvrières vient enfiévrer le sommeil des préfets ?

A tort ou à raison, les penseurs de la bourgeoisie évoquent ces temps-ci le spectre d'un nouveau Mai 68, d'une nouvelle levée en masse des travailleurs.

Et les dirigeants du PCF qui n'ont plus ni programme commun ni perspectives électorales pour canaliser à leur profit les luttes tentent d'imposer aux travailleurs un calendrier dont les temps forts seraient la session extraordinaire, les élections cantonales puis européennes.

Bref, ils ne cherchent qu'à ravir l'initiative à la classe ouvrière et particulièrement aux sidérurgistes dans le seul but de renforcer leur position politique.

D'ailleurs, quelles leçons ont-ils tirées de Mai 68 sinon que pour eux il est préférable de prévenir que de courir derrière. Pour les travailleurs, l'expérience à ne pas perdre de vue, c'est celle de six années pendant lesquelles les partis de l'Union de la gauche firent tout pour brider les luttes pour finalement conduire à la défaite que l'on sait.

Pierre MARCEAU

Trois fois plus de sections syndicales

Les services du ministère du Travail viennent de fournir le bilan annuel concernant l'application de la loi de décembre 1968 relative à la constitution de sections syndicales dans les entreprises de plus de cinquante salariés. Tandis qu'en 1970, moins d'un tiers des entreprises concernées avait une ou plusieurs sections syndicales, ce taux est passé à 51,69 % en 1976 et à 56,14 % en 1977, alors même que le nombre des entreprises concernées diminuait. En huit ans, le nombre de sections et de délégués a triplé, avec une implantation syndicale deux fois plus forte dans les entreprises de plus de 1 000 salariés que dans celles de moins de 300. Le taux d'implantation le plus fort se situe dans des branches comme la chimie, les constructions mécaniques et électriques, la métallurgie et l'énergie. A l'inverse, c'est dans le bâtiment et les travaux publics et dans les commerces non alimentaires que le taux d'implantation se trouve être le plus faible. L'enquête nous apprend en outre que c'est dans le Limousin, le Languedoc-Roussillon, l'Auvergne, la Haute-Normandie, le Centre, l'Aquitaine et la Provence-Côte d'Azur que l'implantation relative de la CGT est la plus forte. Pour la CFDT, les points forts sont représentés par la région Pays de Loire, la Bretagne, la Basse-Normandie, la Lorraine et l'Alsace. Les zones où la concentration des sections est la plus dense sont bien entendu les plus industrialisées : la région parisienne, Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais. Enfin, la répartition des 20 367 sections recensées en 1977 s'opère comme suit : CGT : 40,46 %, CFDT : 24,38 %, FO : 12,67 % et CFTC : 5,16 %.

LE FIL DE L'ACTUALITE



Grand guignol à l'Assemblée

A peine 1 franc !

698 516 F, tel est le total qu'a finalement atteint la souscription lancée par la direction du PCF au profit du Vietnam. 700 000 adhérents, c'est le chiffre dont se prévaut la même direction. Faites les comptes, cela fait environ 99 centimes par adhérent. Assurément, bien des militants ne sont plus d'accord pour s'enrôler sous la bannière des hégémonistes, même quand ceux-ci se parent d'une étiquette socialiste...

Manœuvres

Le camion Marmon 4 X 4 est un matériel tout terrain capable de transporter 12 hommes avec leur équipement. C'est sur ce type de véhicule que les escadrons de gendarmerie de Mayenne et d'Argentan se seraient entraînés récemment en vue d'une « intervention en zone rurale ». Le but de la manœuvre ? Le Pellerin et Plogoff tout simplement, 2 localités où la population refuse les centrales nucléaires.



STRASBOURG

Les flics du quartier de Neuhof...

LE FIL DE L'ACTUALITE

OUTRAGES

Cette photo a été prise par un gosse. Le gars qui résiste au flic lui avait passé son appareil. A l'intérieur du fourgon, un jeune était en train de se faire « maîtriser » parce qu'il avait fait un « pied-de-nez » aux flics qui contrôlaient des jeunes en mobylette. Le gars qui résiste essaye de délivrer son copain qui est à l'intérieur du fourgon, tandis que la jeune femme demande de quel droit on embarque ce jeune. Il faut dire que cela se passait dans le quartier de Neuhof, quartier populaire où, sous prétexte de délinquance, les flics utilisent des méthodes particulièrement odieuses (passage à tabac pour le moindre motif) !

Correspondant



Concours photo HR.

NANTES

Manifestation contre la centrale du Pellerin



Photo HR

Samedi 10 mars, environ 8 000 manifestants ont parcouru les rues de Nantes pour s'opposer à l'implantation de la centrale nucléaire du Pellerin. Il y a eu un progrès certain dans la mobilisation, on a noté l'appel et la présence de la municipalité PS de Nantes, de Couëron (PC-PS) de Orvault et le soutien de l'UD-CFDT de Loire-Atlantique.

L'Etat et la loi

La SOFRETU est une entreprise privée dont 77 % des actions sont détenues par l'entreprise nationale RATP. Autant dire qu'il s'agit d'une société filiale entièrement contrôlée par l'Etat. Ceci n'empêche pas qu'en contradiction totale avec la loi, elle n'a pas de comité d'entreprise, bien qu'elle emploie 200 personnes. Au surplus, 27,1 millions de francs de bénéfice auraient été dissimulés au cours des exercices 1976 et 1977 tandis que des commissions allant jusqu'à 10 % des marchés auraient été versées à des hommes politiques pour faciliter les transactions. C'est ce qui ressort d'un rapport fait par l'union syndicale CGT de la RATP.

Le débat du printemps 78 relancé

C'est du 9 au 13 mai que va se tenir le 23e congrès du PCF. Pour l'heure, c'est le temps de la discussion du projet de résolution avec son reflet dans les colonnes de *l'Humanité* et de *France Nouvelle* qui, chaque jour et chaque semaine, publient leur lot de contributions. Reflets fidèles de la discussion qui anime les rangs du PCF ? Rien n'est moins sûr. Chacun se souvient qu'au lendemain de l'échec électoral de mars 1978, qui scella la faillite de la stratégie d'Union de la gauche, un large débat s'instaura de fait, auquel les militants du PCF prirent une grande part. Toutes les questions accumulées, rendues plus pressantes encore du fait des affirmations de Marchais, niant toute responsabilité du PCF dans cette affaire. Au sein des cellules, dans les assemblées de sections surtout, mais également à travers pétitions et articles de presse, une somme de contributions critiques fut adressée à la direction.

La politique d'alliance

La politique d'alliances, le rapport du PCF aux masses, ses rapports avec le PCF. Voilà ce qui fournissait, dès le printemps, la matière de la réflexion des militants. C'est alors que Marchais déclarait : « *Vous appelez contestation le fait que quelques camarades aient exprimé leur désaccord en dehors de cette discussion interne. Moi, j'appelle ça une petite discussion marginale sans intérêt pour le parti* ».

Sans doute ceux qui écrivaient ou s'exprimaient le plus étaient-ils des intellectuels. Cette circonstance fut amplement utilisée par la direction pour tenter de désamorcer un débat qui touchait aux points sensibles de la ligne pour disqualifier ceux qui formulaient des critiques. Donnant libre cours à la démagogie ouvriériste, le comité central s'en prit violemment à ceux qui critiquaient « *assis derrière leur bureau* ».

Moins d'un an après, le projet de résolution soumis au parti ne peut que relancer le débat. Qu'y trouve-t-on en effet ? D'abord la réaffirmation obstinée que le parti n'a pas commis d'erreur, que l'Union de la gauche reste une stratégie valable à la condition qu'on y ajoute un peu plus d'union à la base. Malheureusement, cette union à la base proclamée nécessaire dès le printemps dernier, les militants du PCF ont pu se rendre compte depuis qu'elle recélait un fameux quiproquo.

Pour les dirigeants du PCF, ce slogan ne signifie qu'une seule chose : faire des adhésions, imposer la politique du PCF mais pas question de pratique unitaire à la base et dans l'action anticapitaliste. Le fossé est grand entre une telle conception et l'aspiration de nombreux militants du PCF de travailler à l'unité de la classe ouvrière contre Giscard-Barre (voir à ce sujet ce qui s'est produit récemment à Denain et qui en dit long sur le contenu que les dirigeants du PCF entendent donner à cette union à la base).

«L'Europe allemande»

On trouve ensuite, dans le projet, la fameuse analyse qui conduit à la dénonciation privilégiée de « *l'Europe allemande* » qui porte atteinte à la « *grandeur française* ». Avec son cortège de mots d'ordre du style « *Fabriquons français* » et ses perspectives d'union patriotique pour sauver le pays en déclin, cette ligne se trouve à cent lieues de la lutte résolue contre le capital monopoleur et ses représentants à laquelle aspire — et que mène — la classe ouvrière, victime de la crise.

Nouvel alignement sur l'URSS

Enfin — et ce n'est pas le moindre — le projet porte la marque d'un nouvel alignement sur l'URSS, mettant l'accent sur son prétendu « *bilan globalement positif* » et toutes les bonnes raisons qu'aurait le PCF à maintenir avec elle d'étroites relations.

C'est prendre le contre-pied d'une exigence de plus en plus puissante des militants du PCF justement à mettre un maximum de distance entre le PCF et l'URSS. C'est ainsi que plusieurs d'entre eux réclamaient récemment une rupture avec le parti tchécoslovaque du fantoche Husak, en s'appuyant sur la lettre même du projet qui affirme « *sa solidarité avec les partis communistes placés par les peuples à la direction de pays où se construit le socialisme* ». Sauf à confondre peuple et tanks soviétiques, on ne peut nier la légitimité de leur exigence.

Bien que déformante et étroitement surveillée, la tribune officielle du 23e congrès porte malgré tout le témoignage de ce débat. Ainsi, on a pu y lire plusieurs contributions critiques portant sur la politique d'union et sur l'attitude à l'égard de l'URSS dont « le bilan globalement positif » est plus que contesté. Ces contributions ont été immédiatement suivies de réponses assez sèches émanant de membres du comité central s'exprimant « *à titre individuel* » et d'exposés d'experts visant à clouer le bec aux critiques.

Pourtant, ce sont bel et bien les conditions d'existence et les conditions de la lutte de la classe ouvrière qui conduisent à rejeter la politique que la direction du PCF voudrait faire avaliser au 23e congrès et il ne s'agit pas là d'un privilège d'intellectuels.

Pierre MARCEAU

SIDERURGIE

Renforcer l'unité

La marche du 23 mars

Des dizaines de milliers de travailleurs vont participer à la marche sur Paris le 23 mars.

Autour des sidérurgistes du Nord, de Lorraine, de la Loire, d'autres viendront, de la région parisienne et d'ailleurs, d'autres qui luttent et aspirent à l'unité, tous ensemble, contre le même ennemi.

C'est bien cette volonté d'unité qui a conduit les sidérurgistes de Longwy, intersyndicalement, à appeler ensemble à cette marche, sous une banderole sans sigle.

Les sidérurgistes CFDT de Dunkerque, Mardyck, y participent aussi ; la CFDT a laissé liberté de choix à ses militants à Denain.

D'autres sections et syndicats CFDT, particulièrement en région parisienne seront également présents.

Voilà qui manifeste la volonté de s'élever au-dessus des intérêts partisans qui ont dicté à la fois l'appel unilatéral de la confédération CGT et le refus de la confédération CFDT, pour s'unir sur la base des seuls intérêts des travailleurs.

Sur cette base-là, il est possible de faire de cette marche une étape pour faire passer la lutte, la solidarité et l'unité à un niveau supérieur, pour frapper plus fort le patronat et son gouvernement.

Développer la lutte et l'unité sur le terrain des entreprises, là où l'on peut toucher aux profits, frapper à la caisse, éviter le piège des récupérations politiques qui maintiennent la dispersion et conduisent à la division : telle est la voie qui porte l'espoir du succès.

Jacques DUROC.

CGT d'Usinor-Mardyck :

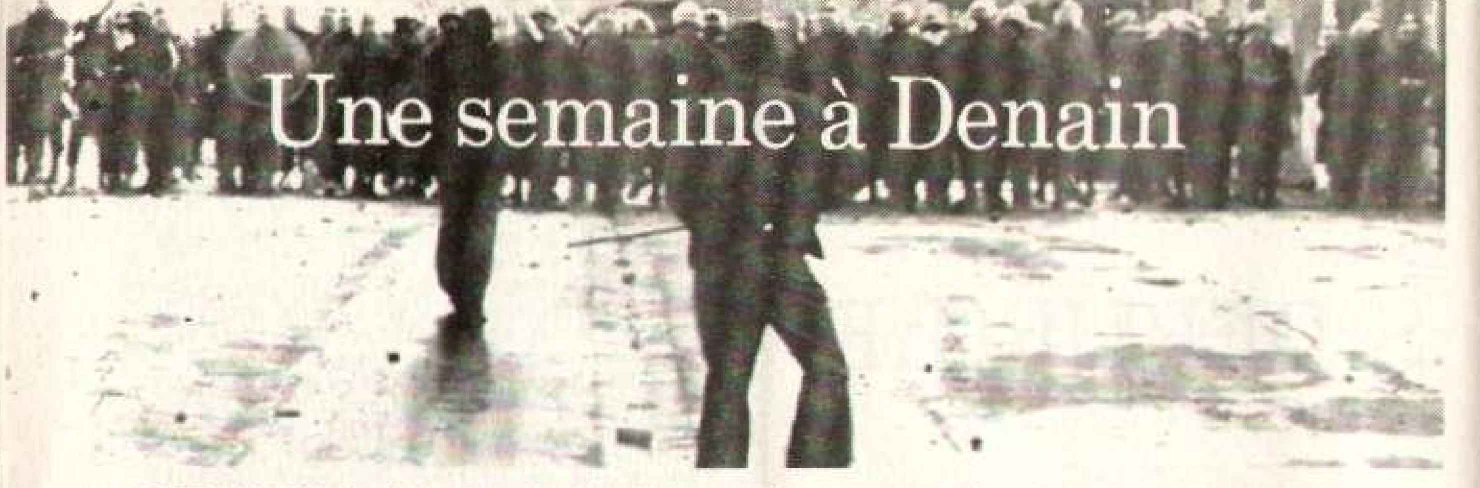
Les véritables responsables sont l'état et le pouvoir

Le syndicat CGT d'Usinor-Mardyck dénonce les brutalités policières dont sont victimes les travailleurs d'Usinor-Denain et la population. Il dénonce les véritables responsables de la situation qui sont le pouvoir et le patronat, véritables casseurs. Ils déclarent que les travailleurs et en particulier ceux d'Usinor-Mardyck ne peuvent rester indifférents devant de tels actes de provocations et de répression. Le 8 mars, les travailleurs d'Usinor-Mardyck ont débrayé à l'appel de leurs syndicats et occupé les grands bureaux de la direction. Le syndicat CGT d'Usinor-Mardyck exige le retrait immédiat des forces de police de Denain et le maintien de l'usine de Denain. Le syndicat CGT d'Usinor-Mardyck appelle l'ensemble des travailleurs de l'entreprise à se tenir prêt à tout nouveau mot d'ordre de grève pour les jours qui viennent.

Syndicat CGT d'Usinor-Mardyck
Grande-Synthe, le 8 mars 1979



Ceux d'Usinor-Mardyck dans une manifestation à Denain.
« Dans le sens de l'unité. »



Une semaine à Denain

MARDI 6 MARS, les sidérurgistes de Denain, Trith et Anzin se mobilisent pour mener des actions de blocage des routes aux abords de la frontière belge. A Quievrechain, les travailleurs sont brutalement chargés par les CRS. Mais cela n'a pas suffi à ces défenseurs de l'ordre capitaliste. Avec une sauvagerie inouïe, ils attaquent un car de manifestants à Hasnon défonçant les fenêtres pour y lancer des grenades lacrymogènes, frappent les travailleurs, les jettant à terre pour les fouiller...

MERCREDI 7 MARS. Contre l'agression policière, la riposte immédiate. A Denain, les 2 500 travailleurs d'Usinor de l'équipe du matin se rassemblent en assemblée générale. La décision est spontanée, massive et immédiate : « *On ne va pas se laisser gazer !* », il faut marcher sur le commissariat car à la tête des CRS matraqueurs, il y avait le commissaire de police de Denain, émanation du préfet et représentant de l'État capitaliste par excellence. Les CRS interviennent aussitôt avec tir de grenades lacrymogènes sur la foule des manifestants. Des grenades tombent dans la cour d'une école. Il est midi, les élèves sortent au milieu des affrontements, les enseignants demandent aux CRS de se retirer. C'est la charge et la mêlée partout. De nouvelles grenades sont tirées. Les CRS s'attaquent à des vitrines, pourchassent des manifestants dans des cafés, brisent des devantures, saccagent des automobiles.

En début d'après-midi, les sidérurgistes sont plus de 4 000, ils affrontent les CRS en une succession de violents combats de rue.

Aux CRS, qui littéralement arrosent les rues d'un tir nourri de fumigènes, les travailleurs appuyés par la population descendue dans la rue ripostent en lançant des briques, des pierres, des bouteilles, etc.

Des barricades sont dressées. En fin d'après-midi, quinze sidérurgistes ont été blessés dont deux sérieusement : l'un, Gilbert Gensi, 48 ans, électricien au train, a la main droite arrachée par une grenade ; l'autre, travailleur au mouvement, a le talon éclaté par une explosion.

A Paris où les négociations se poursuivaient entre Usinor et les syndicats (sauf la CGT qui se retirait dès le début de l'après-midi) Étchegaray annonce la suspension du plan de restructuration. Manifestement, la direction d'Usinor effrayée par la combativité des sidérurgistes de Denain a décidé d'opérer un premier recul. Mais bien sûr, le plan de liquidation demeure.

A Denain, les syndicats appellent à partir de 20 h tous les travailleurs à rentrer immédiatement dans l'entreprise pour l'occuper et annoncent aux sidérurgistes « la décision de la direction d'Usinor de suspendre son plan de restructuration ». Des militants syndicaux diffusent cet appel sous forme de tract aux sidérurgistes qui, à plus d'un millier, tiennent courageusement la rue face aux CRS. Les affrontements vont se poursuivre tout une partie de la nuit. Les CRS sont renforcés par des gardes-mobiles. Une fumée épaisse recouvre le centre-ville malgré le vent.

JEUDI 8 MARS, les affrontements se poursuivent notamment devant le commissariat que les sidérurgistes avaient pris pour cible de leur massive riposte.

Progressivement, au fil de la matinée, les manifestants se font moins nombreux, la voiture-sono des syndicats venant les appeler à rejoindre l'usine, mais tout l'après-midi et une partie de la soirée, plusieurs centaines de jeunes travailleurs de Denain, parmi lesquels de nombreux chômeurs, appuyés par des travailleurs plus âgés, allaient continuer à riposter à la furie des CRS qui ne cessaient de bombarder le centre de la cité par des tirs de lacrymogènes. De rares cocktails Molotov, tardivement improvisés, sont lancés sur les flics à la grande joie de la foule, hommes, femmes, enfants massés sur les trottoirs aux alentours des lieux d'affrontements. Vers minuit, les derniers manifestants se sont retirés et les CRS ont ratissé toutes les rues de la ville, ce qui ne manque pas de rappeler aux anciens les jours sombres de l'occupation.

VENDREDI 9 MARS. Il pleut à verse sur Denain. Les CRS et gardes-mobiles semblent évanouis mais la ville porte les traces de leur passage. L'après-midi dans le vaste hall du laminoir à bandes, se tenait le meeting avec Georges Séguy.

SAMEDI 10 MARS, sous une pluie battante, 20 000 personnes manifestent durant deux heures contre la répression policière.

Rémi DAINVILLE

Il y avait surtout des jeunes face aux flic le jeudi après-midi, et bien moins de sidérurgistes que le matin et la veille. Eux n'étai nt plus là : c'était dû aux appels répétés de l'intersyndicale à « occuper l'usine » et aus tau fait qu'une partie des flics avaient quitté les lieux.

Des jeunes de Denain se connaissant tou et à l'accent du Nord bien typique, qui voulaient que les CRS s'en aillent tous, ces CR ; qui étaient toujours là, dans ce commissariat, et contre qui se tournait leur haine de ;ette société qui ne leur ouvre aucun avenir.





Il y a violence et violence !

Meeting le vendredi 9 dans le grand hall du train à bande d'Usinor-Denain, à l'appel de la CGT, avec Georges Séguy. Celui-ci, comme la veille Sainjon (secrétaire de la fédération CGT métallurgie) au micro de *France-inter*, lance une diatribe contre *« les groupuscules gauchistes, la théorie des minorités agissantes, etc. »* laissant entendre, tout comme la radio gouvernementale, que les affrontements de la veille (jeudi) auraient été le fait de tels groupuscules. Il ajoute même une condamnation plus générale de la violence qui pouvait aussi bien viser celle exercée par la grande masse des sidérurgistes le mercredi en riposte à celle des flics. *« Rien n'est plus étranger à la violence,* dit-il, *que l'action syndicale qui par définition repose sur la masse des travailleurs »*.

Pour notre part, nous sommes tout à fait pour la juste violence de masse qui vient s'opposer à la violence réactionnaire des exploiteurs. Nous sommes tout à fait pour les justes ripostes des sidérurgistes de Longwy aux interventions des forces de police venues « libérer » quelques cadres retenus ou déloger les travailleurs occupant le relais de télévision : ils sont allés massivement, et pas les mains dans les poches, vers le commissariat d'où était partie la répression.

Nous sommes tout à fait pour l'action des sidérurgistes de Denain, là encore en direction du commissariat dont le chef avait dirigé contre eux les violences inouies de la veille mardi, à St-Armand !

Par contre, nous sommes tout à fait hostiles aux actions violentes groupusculaires des quelques élus et responsables du PCF qui vont vider quelques wagons de minerai, étranger surtout ou au saccage de la chambre patronale de Longwy à l'instigation d'un dirigeant de la CGT complétant l'intervention dans ce sens du député PC, Porcu, pour détourner justement les travailleurs du commissariat !

On le voit bien, l'action violente et groupusculaire, ces grands pourfendeurs de la violence de masse n'y repugnent pas. Ils vont même jusqu'à s'opposer à la volonté des travailleurs, et surtout lorsque cela sert leurs intérêts de chapelle !

Ceux de Longwy

Le 10 à Denain, la délégation CFDT des sidérurgistes de Longwy — 120 travailleurs qui avaient fait en car ce long déplacement pour soutenir leurs camarades de Denain — fut fort applaudie par la population et les manifestants. Par contre, elle n'eut pas l'honneur d'être citée par le maire Fievez lors du meeting qui suivit la manifestation : celui-ci préféra parler, et abondamment, des élus de son parti (le PCF), présents avec lui, bien au sec dans la tribune du stade où se déroulait le meeting, devant les travailleurs pataugeant sous la pluie dans la boue du terrain détrempé. Les élus en question, parmi lesquels se trouvait aussi le maire de Lille, Pierre Mauroy, du PS, avaient d'ailleurs tout au long de la manifestation occupé la tête du cortège d'où avaient été vidés la voiture sono, la banderole et des militants de la CFDT d'Usinor-Denain. Il s'agissait d'une manifestation appelée par l'intersyndicale d'Usinor-Denain !

Les militants du PCF qui se trouvaient deux jours auparavant au coude à coude avec leurs camarades d'autres partis, ou sans parti, face aux flics, comme l'avaient été dix jours avant leurs camarades de Longwy, peuvent-ils approuver une telle manière de faire ?

Jacques DUROC

Sections syndicales CGT et CFDT
Sereg-Malhanque
Schlumberger
Illies 59480

Communiqué

Mener une action d'envergure sans sectarisme

APPEL

La situation actuelle des travailleurs de notre pays est telle, que jamais, depuis Mai 1968, le mécontentement n'a atteint un niveau de puissance aussi considérable. Et plus particulièrement dans les régions du Nord Pas-de-Calais et de la Lorraine. Il n'est pas preuve plus convaincante que la grande journée du 16 février, où nous nous sommes tous retrouvés unis et déterminés dans les manifestations.

En ce qui nous concerne, nous sommes persuadés que seule une action de grande envergure au niveau des confédérations, et aussi au niveau de notre groupe, notamment par une action de vingt-quatre heures reconductible jusqu'à une véritable négociation paritaire nationale ou au niveau de notre groupe, sera seule décisive.

Mais malheureusement, nous assistons à un morcellement des luttes, où diverses corporations se sont retrouvées seules dans la lutte à des jours différents, ce qui se traduit inévitablement à un affaiblissement du potentiel revendicatif.

Nous pensons que ce n'est pas ainsi que nous arriverons à faire utir les revendications sur : l'emploi, les salaires, les 35 heures, les problèm ociaux.

Seule une action de grande envergure, à tous les niveaux et menée unitairement et par les organisations syndicales est capable de nous amener à ces objectifs prioritaires. L'enjeu est trop important, nous devons faire taire en nous tout esprit de sectarisme ou partisan. C'est l'action de tous les travailleurs sans distinction qui est seule décisive..

Plus particulièrement pour nous au niveau de la Schlumberger, nous sommes des entreprises dispersées aux quatre coins de France et toutes sous le joug de la même direction générale.

Dans chacune des entreprises, il est impossible de traiter avec la direction locale de revendications de salaires ou d'avantages sociaux, car celle-ci en décline toute capacité et nous renvoie à la direction générale.

Dans chaque entreprise et à chaque réunion, c'est le même cérémonial.

Cela ne peut évidemment durer !

C'est pourquoi il faut considérer que toute action morcelée et individualisée par entreprise pourrait à la limite faire aboutir des revendications liées aux conditions de travail spécifiques à chaque entreprise ; mais jamais, et cela nous l'avons prouvé depuis des années, faire aboutir des revendications sur l'emploi, les salaires et les avantages sociaux.

Partant de cette considération, nous lançons un appel solennel afin que dans chaque entreprise du groupe Schlumberger les travailleurs prennent conscience de cet état de fait et demandons aux coordinations et intersyndicales, CGT-CFDT, ainsi qu'aux autres organisations syndicales du groupe de faire le maximum pour que par la concertation et le débat s'ouvrent les perspectives qui, dans un esprit unitaire le plus large, permettent une action de grande ampleur au niveau du groupe Schlumberger p[illegible] une réelle prise en compte de nos revendications.

Illies le 3 fev[illegible]er 1979
Les sections syndicales C[illegible]DT-CGT

35 heures, oui ! Sans diminution de salaires

La réduction du temps de travail à 35 heures par semaine est présentée comme *« la revendication prioritaire »* par la direction confédérale CFDT : *« Toute l'organisation est mise dans le coup »* assure Edmond Maire. La CGT, d'abord réticente, s'est ralliée au mot d'ordre. Première constatation : les luttes pour la préservation du pouvoir d'achat entamé par l'augmentation des cotisations de Sécurité sociale, pour le refus des licenciements passent en fait au second plan pour la CFDT. De même le statut et les conditions de travail d'une partie importante de la population active : intérimaires, hors-statuts, vacataires, salariés sous contrat à durée déterminée, personnel des hôtels et restaurants, travailleurs payés à l'heure, etc.

Surtout, la revendication est présentée comme une solution à la crise : son obtention permettrait, disent la CFDT et la CGT, la création d'emplois. Or, quand les patrons acceptent de *« négocier »* une éventuelle réduction des horaires, c'est d'abord parce qu'ils agitent la menace de licenciement : la réduction s'accompagne alors d'une diminution des salaires ; ensuite, ils y mettent comme conditions les mesures contre l'absentéisme, notamment la réintroduction du pointage (informatisé : tout retard, même de quelques minutes, est enregistré donc pénalisé), les primes d'assiduité, les horaires libres. Ils exigent l'engagement d'effectuer en 35 heures le même qu'en 40... Conséquence : l'abandon du refus de tout licenciement démobilise les travailleurs. Acculés ils sont amenés à accepter la réduction avec perte de salaire comme *« la moins pire des solutions »*.

Pourtant, *fondamentalement, la revendication est juste*, comme l'a été, pour les mêmes raisons, celle des 40 heures en son temps.

Mais pour lui garder ce caractère juste, il est nécessaire, premièrement, de la dissocier de la bataille pour l'emploi et ne jamais la présenter comme substitut au refus de tout licenciement ; deuxièmement, la faire soutenir en premier lieu par les travailleurs non encore touchés par la crise ; enfin, elle doit être appliquée de fait par les travailleurs avant d'être négociée. Nous reviendrons sur des exemples positifs d'autoréduction des horaires.



Luttes dans la téléphonie

Manifestation à Guingamp le 10 mars.

Les 20 000 licenciements annoncés dans la téléphonie (sur trois ans) font de ce secteur une nouvelle « sidérurgie » et la Bretagne est particulièrement touchée.

Les luttes commencent très sérieusement à se développer, au fur et à mesure que les usines sont touchées. (LTT-Lannion, Éricsson-Brest, AOIP-Guingamp et Morlaix). Pour le moment c'est à Éricsson-Brest que la lutte a démarré le plus fort.

Les mesures de chômage partiel appliqées dès décembre 1978, avaient quelque peu *« émoussé »* la combativité, mais ça n'aura duré que deux mois. En effet, les patrons ont voulu *« pousser le bouchon »* un peu trop loin et profiter à outrance de la situation inquiétante de l'emploi pour se faire des superprofits :

– 1. En voulant faire baisser les salaires de l'ordre de 30 % par le chantage des mutations : *« 500 à 1 000 F de moins en électronique mais un emploi plus "sûr" qu'en électro-mécanique »*.

– 2. En voulant limiter l'achat des nouvelles machines en les faisant travailler en 2X8.

– 3. En entretenant la « psychose » de la lettre de licenciement que beaucoup d'ouvriers craignent de trouver le soir dans la boite aux lettres en rentrant du boulot.

Les travailleurs en ont assez de ce chantage et la colère a éclaté le 1er mars et ça fait du bruit :

1er mars : séquestration du directeur local et d'un patron du siège parisien de 10 h à 21 h (les gardes-mobiles interviennent pour les « libérer »).

2 mars : Prise en main par les grévistes des postes de gardiens, contrôle de toutes les entrées et sorties de matériel et de personnes.

Occupation jour et nuit du magasin d'expédition pour bloquer toute sortie de matériel.

3 et 4 mars : Week-end portes ouvertes avec passage en solidarité de nombreux travailleurs brestois.

5 mars : la grève et l'occupation continuent. La chambre patronale de l'UIMM sera bloquée par les grévistes le matin. L'après-midi le train Brest-Paris sera retardé et couvert de slogans.

6 et 7 mars : blocage total de l'usine pendant deux jours avec piquets de grève, qui ne seront levés que sur engagement du patron de négocier. Le groupe corse « I Muvrini » vient chanter dans le magasin occupé.

8 mars : négociation qui ne donne rien : on garde les postes de gardiens, on occupe jour et nuit pour empêcher toute sortie de matériel.

9 mars : l'avion Brest-Paris sera retardé de 20 minutes. Face à l'intransigeance patronale, on décide d'adopter une forme de lutte tout aussi efficace que la grève illimitée mais qui nous permet de tenir longtemps : la grève tournante de six équipes par roulement qui vont occuper le magasin à tour de rôle pendant deux heures. Chaque gréviste ne fera ainsi que 10 heures de grève par semaine.

10 et 11 mars : nouveau week-end portes-ouvertes dans le magasin toujours occupé.

12 mars : application des grèves tournantes. Pour le patron : *« C'est encore pire que la grève totale »* car la production est désorganisée, les grévistes partent et reviennent en chantant, les camarades de boulot chantent également avec eux. C'est le foutoir complet. La maitrise s'affole !

13 mars : réunion du comité d'entreprise extraordinaire avec les patrons du siège social de Colombes « pour informations sur les charges de travail ». Mais pas de négociations.

Correspondant Brest

A l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons que le patron d'Éricsson a été contraint de signer un accord garantissant l'emploi jusqu'à la fin 1979.

Une lutte exemplaire.



Sionisme/Antisémitisme. Débat

La projection du feuilleton *Holocauste* a touché, dit-on, 20 millions de téléspectateurs et suscité un débat national. Ici et là, des dicussions ont eu lieu sur le film lui-même, mais encore plus sur la réalité du nazisme et de l'antisémitisme.

Pour notre part, nous avons souvent lutté contre les tentatives de minimisation du nazisme et de ses complices en France. Faut-il rappeler l'affaire du criminel kollabo Touvier, grâcié par Pompidou en 1972 ?

C'est pourquoi nous sommes pour tout ce qui favorise une large information sur les conséquences historiques du racisme et de l'antisémitisme.

Si la récente inculpation du kollabo Leguay, un des responsables de la rafle du Veld'hiv en 1942 et de la déportation des juifs de France est une conséquence de l'émoi de l'opinion publique tant mieux !

En même temps, il est difficile d'ignorer l'utilisation faite depuis plus de cinquante ans de l'antisémitisme en Europe et notamment de la barbarie nazie.

Comment ignorer que les partisans du sionisme, prétendant parler au nom de tous les juifs, ont pris pour argument des persécutions pour imposer au peuple de Palestine la création d'un État juif fondé et maintenu par la force ?

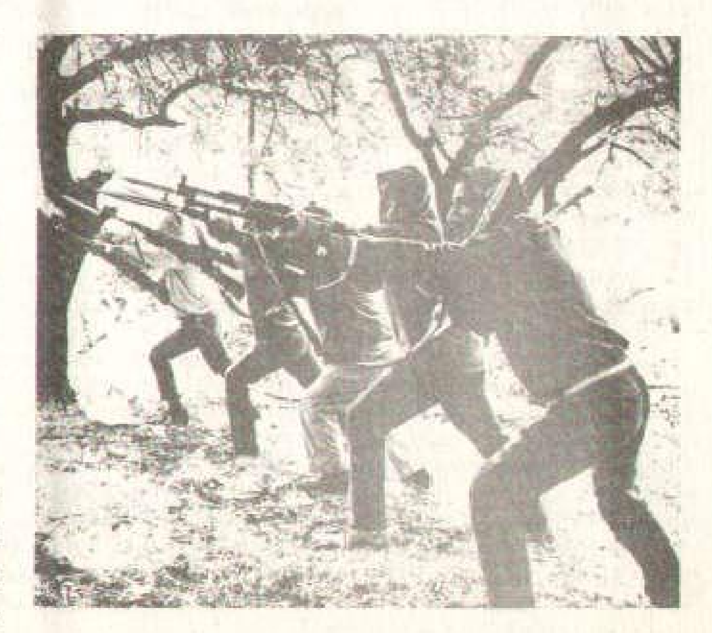
C'est parce que nous ne voulons pas dissocier la lutte contre l'antisémitisme toujours vivace notamment en URSS et en Pologne, de la lutte contre l'oppression du peuple palestinien que nous avons voulu réunir en un débat des camarades et amis

D'origine juive et d'opinions différentes. Nous n'utilisons ici qu'un très court extrait de ce débat, que nous comptons compléter et utiliser ultérieurement.



Au ghetto de Varsovie « Barbarie nazie »

Palestiniens à l'entrainement. L'oppression d'un peuple.



Sionisme / Antisémitisme, débat



Femmes au camp d'Auschwitz.

MOISE : Il y a eu la question juive avant la création d'Israël. Faut-il traiter la question juive à part, dans le contexte socio-économique des pays où ils vivent ? Je suis pour que le moins possible, on soulève le problème juif. Dès qu'on le soulève, on attise l'antisémitisme. Certains juifs le font quelquefois pour que ceux qui se sont plus ou moins assimilés sortent de cette assimilation.

FABIENNE : En se basant sur ma famille, originaire de Pologne, d'un point de vue socio-économique, on ne peut pas se revendiquer juif, le fait est que c'est l'histoire qui nous a rappelé que nous le sommes.

MICHEL : L'idéologie nazie a pris le problème juif comme bouc-émissaire de certains problèmes économiques au départ. Les juifs allemands ne se sont jamais d'eux-même distingués par leur religion et leur culture dans l'Allemagne de l'époque. En Allemagne, c'est en sortant l'antisémitisme qu'on a fini par soulever le problème juif, au point que le sionisme est devenu important, chez les juifs allemands en 1945, parmi les 20 000 ou 30 000 survivants, c'est l'antisémitisme qui a fait ressurgir le problème juif et non le contraire.

MOISE : La meilleure façon d'aider les juifs, c'est de lutter dans tous les mouvements qui n'apportent pas de l'eau au moulin des antijuifs. Agir dans des associations ou partis politiques qui ne veulent pas poser de problèmes religieux. Il y a deux positions : soit agir en dehors de la question juive, soit agir en tant que juif.

ELIE: Quelle solution existe-t-il ? Que faire par rapport à l'antisémitisme ? Comment lier nos convictions antiracistes à nos convictions antisionistes, puisque nous considérons, nous, que le sionisme est une forme de racisme ? Car l'Etat d'Israël est un Etat juif ; il est construit sur une base religieuse et contre les Palestiniens.

MICHEL : Il faut non seulement considérer que c'est du racisme, mais que ce n'est pas une solution à l'antisémitisme.

MOISE : On arrive à la question de l'Etat juif, de l'Etat d'Israël. Certains juifs veulent s'assimiler au peuple des pays dans lesquels ils vivent. Pour ceux-là, le problème de l'Etat d'Israël ne se pose pas. Ils ne veulent pas en parler, c'est leur droit. Mais pour ceux qui veulent rester juifs, conserver leur culture, pour ceux-là, l'Etat d'Israël persiste.

Je pense qu'il faut permettre à l'Etat d'Israël d'exister, tout en luttant contre la forme raciste qu'il peut avoir. Je ne suis pas contre l'Etat d'Israël mais je lutterai contre sa forme raciste. Naturellement, il y a le problème palestinien et pour les progressistes, ce problème entre en jeu. Pour moi, le but serait de faire s'entendre Palestiniens et Israëliens (progressistes) Et tout se ramenerait à cela. Le problème juif, tout au moins au Moyen Orient, serait résolu par une entente entre Palestiniens et juifs et j'aimerai œuvrer dans ce sens.

FABIENNE :

Vous avez dit que ceux qui voulaient s'assimiler ne se posaient pas le problème d'Israël. Par la pratique, ils montrent une autre voie, par le fait qu'ils n'ont pas été en Israël. Cette autre voie, cela ne veut pas dire qu'ils oublient.

ÉLIE :

On s'entend peut-être mal sur ce que l'on entend par État. Quand les Palestiniens parlent de la destruction de l'État d'Israël, l'État juif, beaucoup comprennent la destruction de la nation, de la population, l'expulsion des Israéliens, alors qu'il ne s'agit pas de cela. Quand on parle de l'État d'Israël, il s'agit de structures administratives, politiques, militaires, religieuses de l'État d'Israël. Et il y a, en Israël même, des Israéliens qui combattent pour la destruction de cet État qui est à la fois raciste et capitaliste. Certains (une petite minorité) soutiennent la lutte des Palestiniens. L'objectif des Palestiniens, proclamé par l'OLP, dirigée par Yasser Arafat, c'est la création, en Palestine, d'un État laïque, progressiste, démocratique, où toute la population aurait les mêmes droits, quelles que soient la religion, la race ou le sexe.

Les Palestiniens sont allés plus loin au cours des dernières années. Dans un premier temps, ils avaient dit que n'auraient le droit de rester en Palestine que les gens nés en Israël, les Sabra. Maintenant, depuis quelques années, ils disent que tous les Israéliens vivant en Israël, même s'ils n'y sont pas nés, auront le droit

(Suite à la page 20)

ILYA EHRENBOURG
« LA TEMPETE »

Roman
EXTRAITS

«L'armée rouge viendra»

Khana se rendait avec Ala au marché (c'était un dimanche, une semaine après l'arrivée des Allemands). Elle remarqua, affiché au mur, un avis. Défense de circuler, peut-être ?... Elle s'arrêta devant l'affiche bleuâtre. Elle portait : « Juifs de Kiev et des environs. Lundi 29 septembre, vous devez vous présenter à sept heures du matin, avec vos affaires, vos papiers et des vêtements chauds, rue Dorogojitskaïa, près du cimetière juif. La non-exécution de cet ordre sera punie de mort ».

Khana relut plusieurs fois. Qu'est-ce qu'ils ont encore inventé, ces bandits ?... A côté d'elle se tenait un homme d'âge ; il lui parut bien disposé. Elle lui demanda :

— Vous comprenez ce qu'ils ont inventé ?

L'homme regarda peureusement autour de lui et s'éloigna. Une femme dit :

— C'est clair. Ils vont expulser les juifs ?...

— Où donc ?

— Est-ce que je sais ?...

Elle résolut d'aller trouver Véra Platonovna ; je lui demanderai de garder la fillette jusqu'à ce que les nôtres soient revenus... Une femme inconnue lui ouvrit ; elle regarda méchamment Khana.

— Elle n'est plus là. On l'a emmenée... On a emmené tous les communistes. Vous ne me croyez pas ? Renseignez-vous à la police ?

Khana comprit : maintenant, plus de salut. Il faut se soumettre au destin. Peut-être ne nous déporteront-ils pas trop loin ?... On vivra comme on pourra... Même parmi les Allemands, il doit y avoir des gens bien. Ils auront pitié de l'enfant...

La rue de Lvov était bondée ; d'aucuns étaient montés sur des carrioles ; les autres marchaient à pied, se traînaient. Il y avait quantité de vieillards, d'enfants. Khana pensa : où donc sont les jeunes ?... Mais aussitôt, elle se souvint que les jeunes faisaient la guerre. Ici, tous étaient comme elle et sa petite-fille... Deux vieillards barbus portaient dans une couverture une vieille paralytique. Un homme, avec une jambe artificielle, poussait une voiture où un bébé souriait, insouciant. Les enfants perdaient leurs mères, pleuraient. Les vieux priaient ; (...) Deux jeunes filles marchaient, enlacées ; elles avaient mis leurs plus belles robes et s'efforçaient de sourire. Ala regardait autour d'elle, apeurée, serrant une grande poupée contre sa poitrine.

Soudain, Khana aperçut dans la foule le vieux docteur Weinberg qui avait soigné Raïa, Ala.

— Docteur, où nous mènent-ils ?

Il fixa sur elle des yeux pleins de bonté et de mélancolie, et, se penchant, il répondit à voix basse :

— A la tombe.

Elle poussa un cri, saisit Ala.

— Ce n'est pas possible ! L'enfant ?...

Le docteur eut un geste d'impuissance ; et Khana vit des larmes dans ses yeux.

Sur les trottoirs, des patrouilles allemandes stationnaient. De temps en temps, Khana entendait des phrases détachées qui sortaient des fenêtre ouvertes.

— Mon Dieu, y en a-t-il !... Où est-ce qu'on les envoie ?...

— Au travail, paraît-il...

— Ça fait peur à voir ! (...)

La femme qui marchait à côté de Khana dit :

— Il paraît qu'on va nous répartir dans les petites villes...

Sûrement, le docteur exagère. Des brutes, oui, mais ils ne vont pas assassiner des enfants ! Khana voulut se redonner du courage, mais son cœur défaillait. Non, ce chemin-là n'est pas celui de la vie ! Tout le monde pleure, les femmes déchirent leurs vêtements, les vieillards prient comme avant la mort. A qui adressent-ils leurs prières ? (...)

Et les Allemands, l'œil cynique, regardent et rient. En voilà un qui se détourne ; il a beau être une brute, ça lui fait quelque chose... Où sont les nôtres ? Où est Ossip ? Certes, les nôtres vaincront, mais quand ?... En attendant, ceux-là vont nous torturer à mort...

Où étaient-ils ? Rue de Lvov, toujours... Voici la maison où habitait autrefois Fénia, la sœur aînée de Khana. Son mari était tailleur, avec une belle enseigne (...).

Voici la grande route... Elle avait passé ici, il y avait bien longtemps, en allant avec Naoum à la noce de Rose. Naoum dansait drôlement. Elle aussi avait dansé : la polka... Et voilà que la vie a passé. Mais Ala... Elle ne peut pas abandonner Ala : elle commence seulement à vivre... Où sommes-nous ? Je crois bien que c'est la rue Melnik...

Il n'y avait plus de maisons. Tout autour c'étaient des terrains vagues, tantôt une butte, tantôt un ravin et du sable, beaucoup de sable. On fit halte : on ne les laissait plus avancer. D'aucuns mangeaient un morceau. Les femmes calmaient les enfants. Un vieillard clamait : « Tu nous a fait sortir d'Egypte... ».

Le crépuscule descendait lorsqu'ils arrivèrent devant une barrière allemande. Khana vit des tables posées sur l'herbe piétinée. Comme dans un bureau... Ils marquent sans doute les lieux de déportation... On les fit passer par groupes de trente personnes. A côté de Khana se trouvaient les deux jeunes filles en robes élégantes et le vieillard fou, celui qui avait fait monter Ala dans sa voiture.



Stèle commémorative à Auschwitz. (Photo concours HR)

Un Allemand prit le passeport de Khana. Elle demanda :

— Vous allez l'enregistrer ?

Mais il jeta le passeport par terre et vociféra :

— Silence ! Tes bijoux !

Khana tendit son alliance et trois cuillers en argent.

— C'est tout ?

On les laissa passer. Un autre Allemand cria :

— Déshabille-toi ! Déshabille la petite !

Qu'est-ce qu'ils ont encore inventé ? Les brutes !... Khana se mit à déhabiller Ala. La fillette pleurait :

— Grand'mère, je ne veux pas me baigner ! Grand'mère, j'ai froid...

Khana la prit dans ses bras, la serra contre son corps décharné, elle essayait encore de la réchauffer.

Le vieillard enleva son veston.

— Enlève ta culotte ! Vite !

Le vieux répondit :

— Non.

L'Allemand le frappa au visage ; le vieux chancela mais ne tomba pas ; ses yeux s'injectèrent de sang ; d'une voix rauque, il cria :

— Sois maudit, toi, ta semence, ta maison et ton chemin !

Un autre Allemand accourut ; d'un coup de mitraillette, il fracassa la tête du vieillard. Ala pleurait :

— Grand'mère, j'ai peur...

— Tuez-moi mais ne touchez pas à l'enfant ! implorait Khana.

— Silence ! En avant, marche ! Vite !

Les deux jeunes filles s'étaient déshabillées. Les Allemands les regardaient avec des yeux avides et haineux. Souriantes, elles s'avançaient et, brusquement, elles entonnèrent :

Debout, les damnés de la terre...

Khana vit devant elle un ravin. Elle entendit encore les paroles de la femme qui marchait à côté d'elle : « C'est Babi Yar... ». Puis un Allemand saisit Ala et, prenant son élan, il jeta la fillette dans le ravin. Khana poussa un cri déchirant et se tut aussitôt.

Elle se tourna vers les Allemands, un bras levé très haut, et lança :

— Ossip viendra ! L'Armée rouge viendra ! Vous payerez pour tout, monstres !

On les poussa tout au bord du ravin : une rafale de mitraillettes...

Autour du monceau d'effets, les Allemands se disputaient.

— Je t'ai dit que cette montre est à moi...

— C'est d'une autre que tu as parlé, celle-ci, c'est moi qui l'ai mise de côté...

Le PCF et Israël — Document

Les racines d'une erreur

En 1948, l'URSS et les pays socialistes approuvaient la création de l'Etat d'Israël à l'ONU. Les partis communistes occidentaux suivaient le mouvement. Cette position n'était pas si évidente... Nous livrons ici un document particulièrement intéressant qui le révèle. Il s'agit d'une discussion en septembre 1948 entre le communiste d'origine juive Paul Jacob et le rédacteur des Cahiers du communisme, Florimond Bonte. Et l'on voit que Paul Jacob sans aller au bout de son raisonnement et condamner le principe de l'Etat juif – mais ce n'était pas si facile dans les conditions de l'époque – ne se laisse pas abuser par le sionisme...

Nous avons reçu la lettre suivante du camarade Paul Jacob (Paris-17e) :

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'excellent article de Florimond Bonte paru dans le numéro de juillet 1948, intitulé *« Sur le territoire de la Palestine, carrefour stratégique du Monde »*.

Une phrase à la page 720 me paraît pourtant équivoque et dangereuse :

Le partisan grec, le soldat de l'armée populaire chinoise, le combattant espagnol, les démocrates du Vietnam, les patriotes indonésiens, les résistants hindous sont des compagnons de lutte des soldats de la Hagana.

Mettre ainsi les soldats de la Hagana sur un pied d'égalité avec les combattants des armées de libération grecque, chinoise, etc., me paraît faux à plusieurs points de vue :

1- Contrairement aux armées populaires, la Hagana n'est pas née du peuple et de sa volonté de lutter contre l'occupant impérialiste, mais au contraire, a été formée, bien avant la lutte actuelle avec l'appui et l'armement de l'occupant anglais, principalement comme force de lutte contre le peuple arabe, pour la défense de « l'idéal » sioniste.

2 - La Hagana n'est pas une organisation démocratique. Ses chefs ne sont pas des personnes sorties du peuple et ayant sa confiance, mais des gens mis à la tête de l'armée par la réaction sioniste, avec le consentement de l'impérialisme (du moins avec son consentement tacite). Les quelques éléments démocrates que les forces progressistes avaient réussi à placer dans des positions dirigeantes de la Hagana en ont été écartés depuis le début des hostilités ouvertes.

3- La Hagana a formé une alliance (bien que parfois malaisée) avec les groupes terroristes d'extrême-droite, apparentés au fascisme, l'Irgun Zwai Leumi et la bande de Stern qui ont perpétré des crimes odieux contre les habitants arabes de la Palestine et des provocations nombreuses contre le mouvement ouvrier et progressiste juif. (Ces groupes étaient d'ailleurs eux-mêmes nés au sein de la Hagana).

4- La Hagana ne défend pas les intérêts politiques et sociaux de la classe travailleuse juive de la Palestine, mais son orientation politique est entièrement sioniste, rejetant toute lutte de classe contre les grands capitalistes juifs et leur alliance avec l'impérialisme.

« Les soldats de la Hagana » comprennent donc non seulement les combattants progressistes (qui mènent aujourd'hui une lutte sur deux fronts, contre les sionistes pro-impérialistes qui veulent tourner la lutte nationale juive contre le peuple arabe et le mouvement progressiste juif et contre les armées d'invasion sous commandement anglais), « les soldats de la Hagana » comprennent aussi tous ceux qui combattent dans les rangs de l'armée pour des buts sionistes et impérialistes, contre les forces démocratiques, tels que les terroristes fascisants.

Ceci ne veut pas dire, certes, que la solution de l'État indépendant d'Israël n'est pas juste, que la lutte du peuple juif pour la réalisation de ses

Suite page 18

(Suite de la page 17)

aspirations nationales n'est pas une lutte juste. Mais il est dangereux de simplifier la question en laissant de côté les visées réactionnaires de la direction sioniste de cet état et de son armée, visées qui se sont déjà affirmées clairement par les négociations et collusions avec l'impérialisme américain et anglais (sur la question de l'emprunt et des concessions impérialistes par exemple).

Tant que les forces démocratiques dans la Hagana ne réussissent pas à s'affirmer d'une façon décisive contre ces tendances impérialistes, tant qu'elles ne réussissent pas à empêcher les actes de provocation et les crimes perpétrés par la Hagana et ses alliés contre le peuple arabe et les forces démocratiques juives, tant qu'elles ne réussissent pas à écarter de la direction les éléments qui trainent la Hagana derrière le camp impérialiste, la comparaison avec les armées populaires de Grèce, de Chine, etc. qui, elles, combattent sans équivoque dans le camp démocratique, est fausse.

Réponse de Florimond Bonte

(...) Toute la question est de savoir si les soldats de la Hagana faisaient une guerre juste ou une guerre injuste.

Je déclare que c'était une guerre juste.

Je le prouve :

Une décision de l'ONU avait prescrit le partage de la Palestine en deux États : l'un arabe, l'autre juif.

Cette décision assurait le droit national à l'indépendance à la fois à la population arabe et à la population juive.

C'est en conformité de cette décision que l'État d'Israël a été créé.

Or, le nouvel État juif a été, dès sa fondation, immédiatement l'objet d'une agression caractérisée de la part des dirigeants des États arabes directement soutenue par le gouvernement britannique et indirectement par les manœuvres et la duplicité du gouvernement américain qui, tous les deux, sabotaient les décisions de l'ONU pour maintenir sur le territoire palestinien leur domination impérialiste et sauvegarder les privilèges des rois du pétrole.

Attaqué, l'État d'Israël se trouvait en état de légitime défense. Sa lutte était une lutte pour la paix, pour le droit des peuples, pour l'indépendance nationale contre la clique des esclavagistes impérialistes.

Sa lutte était la lutte libératrice d'un peuple.

Elle faisait donc partie intégrante de la lutte menée, partout dans le monde, par tous les peuples épris d'indépendance, contre l'oppression colonialiste.

C'est en ce sens que j'ai écrit : *« Le partisan grec, le soldat de l'armée populaire chinoise, le combattant espagnol, les démocrates du Vietnam, les patriotes indonésiens, les résistants hindous sont des compagnons de lutte des soldats de la Hagana ».*

C'est un fait historique que personne ne peut nier (...)

Le sionisme et la Palestine

Il n'y avait qu'un seul juif à Jérusalem au XIIe siècle.

En 1752, il y en avait 111, en 1845, 12 000. Il s'agissait de juifs qui avaient fui les persécutions : juifs d'Espagne, chassés par l'Inquisition, juifs russes persécutés par les tsars.

En 1900, il y a 70 000 juifs en Palestine : ils vivent alors en parfaite intelligence avec les Palestiniens arabes.

Les choses commencent à changer avec le début de l'immigration sioniste brutalement encouragée en 1917 par les colonisateurs britanniques : mais il n'y a encore que 83 790 juifs pour 752 648 Arabes !

L'idéologie sioniste n'est pas née parmi les juifs palestiniens, mais en Europe en réaction contre les conditions humiliantes d'oppression faites aux juifs d'Europe orientale au XIXe siècle.

« Face à la situation humiliante qui leur était faite, certains juifs assimilés choisissaient la lutte politique, éventuellement révolutionnaire, dans leur pays dont ils se sentaient citoyens, au coude à coude avec les partisans non-juifs de la même option, au sein d'un peuple dont ils voulaient faire partie ; d'autres étaient poussés à une lutte semblable, mais par l'intermédiaire d'un regroupement entre juifs, comme les *« bundistes »*. D'autre enfin, rejetant tout lien avec le peuple, le pays et l'Etat où ils se trouvaient intégrés, plaçaient leurs espoirs dans une autre patrie purement juive ». Mais le territoire n'est pas encore précisé en cette fin de XIXe siècle. Selon Herzl, le père du sionisme, l'Argentine ferait l'affaire si les grandes puissances le permettent.

En 1897, le congrès sioniste de Bâle choisit la Palestine : *« Pour l'Europe, nous constituerions là-bas un morceau de rempart contre l'Asie ; nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la Barbarie. Nous demeurerions comme Etat neutre, en rapports constants avec toute l'Europe »*, écrit Théodore Herzl dans « l'Etat juif ».

Dès le début, le sionisme constituait le courant le plus réactionnaire parmi les juifs opprimés d'Europe. Il trouve peu d'écho parmi la masse des juifs.

Mais le nazisme facilite l'entreprise sioniste. Les Britanniques qui administrent la Palestine ouvrent largement les portes de la Palestine aux juifs d'Allemagne à partir de 1932.

Mais c'est de coup de force en coup de force que les sionistes vont réussir à imposer la création de l'Etat d'Israël sur le dos des Palestiniens ou plus exactement sur leur sang.

Pour essayer de faire fuir la population palestinienne de la zone juive projetée dans les plans de partition de la Palestine, les organisations terroristes sionistes font régner la terreur. Le massacre de Deir Yassin, le 9 avril 1948, en reste le plus sinistre exemple.

Deir Yassin était un village paisible de 400 habitats, près de Jérusalem. Deux compagnies appartenant l'un à l'Irgoun, l'autre au groupe Stern (groupes sionistes ouvertement de droite), attaquèrent le village dans la nuit et massacrèrent tous les habitants qui s'y trouvaient — 250 femmes, enfants, vieillards — qu'ils jetèrent dans des puits.

La Haganah (mouvement sioniste dit de « gauche ») tenta de se désolidariser de cette opération devant l'indignation de l'opinion internationale, mais Menahem Begin, ex-chef de l'Irgoun, révéla que la Haganah avait donné son accord...

JACQUES JURQUET

Point de vue

«Nous sommes contre tout racisme»

Chers camarades,

Le sujet de votre rencontre me tient particulièrement à cœur, et encore plus *« à raison »*. Que certains des persécutés des nazis avec lesquels je me suis profondément uni contre les nazis se soient transformés en persécuteurs des Palestiniens m'a toujours bouleversé, par-delà les explications concrètes que m'a aussi toujours procuré l'explication marxiste-léniniste du développement de la société humaine, que ce soit localement ou dans son ensemble. Aujourd'hui, d'autres persécutés, les Vietnamiens, sont à leur tour devenus les persécuteurs d'un autre peuple qui souffrait à leurs côtés de l'agression colonialiste française, puis impérialiste américaine, le peuple kampuchéen. Il y a aussi le cas, bien entendu, le plus important de tous, celui des Soviétiques devenus les pires oppresseurs d'autres peuples du monde entier.

Nous avons des réponses concrètes à ces phénomènes grâce à la théorie de la lutte des classes mise au point par Marx et Engels et grâce à l'enrichissement que lui ont apporté Lénine et Mao Zedong en élaborant et définissant la théorie de la persistance de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat.

Mais Israël ne fut jamais un État socialiste de dictature du prolétariat, ce qui rend l'analyse encore plus aisée (...).

Il y a une continuité, une cohérence absolue entre nos positions contre toute manifestation de caractère raciste, généralement indissociable de l'impérialisme, et dans certains cas, du colonialisme qui en est une manifestation historique.

Antiracisme contre le génocide des juifs, antiracisme contre les persécutions des Noirs en Afrique ou aux USA, antiracisme contre les aspects et les pratiques idéologiques du colonialisme français vis-à-vis des Arabes, antiracisme enfin contre les atteintes aux droits nationaux des Palestiniens par les Israéliens, etc.

Il est par contre évident que nous n'avons jamais dénoncé le sionisme par racisme antisémite et que nous nous dresserions d'un seul élan si des arguments de caractère raciste étaient invoqués contre les Israéliens. Par exemple, nous n'avions rien à voir avec les propos et les menaces d'Ahmed Choukheiri qui lançait le *« djihad »* aux cris de *« Egorgez tous les Juifs »*.

A cet égard, j'ajoute qu'il convient d'être très vigilant sur nos réactions afin de ne pas identifier *tous* les Israéliens à l'idéologie et la politique de l'État dont ils dépendent. Des jeunes, et quelques moins jeunes, se réclament du marxisme-léninisme et luttent comme ils peuvent, dans des conditions certes très dures, contre la politique antipalestinienne, et nous devons leur assurer un soutien réel.

Souvent, dans ma vie, j'ai eu à dialoguer, à discuter avec des juifs, le dernier en date étant le dirigeant des juifs d'Algérie, Lazarus, rédacteur en chef de leur journal. Il m'a opposé son rejet passionné de ma position affirmant que le judaïsme et le sionisme ne s'identifiaient pas. Naturellement, il n'est pas communiste. Comment donc, nous, communistes, devons-nous aborder le « problème juif » ? En disant, à mon avis, qu'il n'existe pas en tant que tel, mais qu'il est fabriqué de toutes pièces par les classes dominantes exploiteuses. Pour nous, que signifie « être juif » ?

— 1) Étant contre le racisme, nous ne pouvons donner à ce concept un contenu « de race ». D'ailleurs, qui peut affirmer qu'existe encore dans le monde une race « pure ». Je pense que les juifs, de par la diaspora, se sont profondément mélangés à travers les siècles avec d'autres ethnies.

— 2) Étant athées, nous ne souscrivons pas à la religion juive. Sans pour autant en nier l'existence objective de par le monde, et pas seulement en Israël. Nous considérons que la foi est une question de conscience personnelle et nous n'en faisons pas l'axe principal de notre combat, de nos assauts. Mais nous sommes résolument contre toute religion.

— 3) Enfin, sur le plan de la nation, nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes d'une part, mais internationalistes sur le plan stratégique d'autre part. Certes, le temps est encore fort éloigné du jour où n'existeront plus les nations et où le communisme permettra d'unifier la civilisation humaine de la terre en faisant disparaitre les frontières nationales, idéologiques et politiques.

C'est ici que nous abordons la question de l'État d'Israël. Je ne pense pas que l'on doive contester à des juifs désireux de retrouver une nation juive le droit d'y aspirer. Après Hitler, c'était évidemment une issue vers laquelle ils étaient entrainés. Mais la question historique ici posée est la suivante : ce droit doit-il impliquer le fait qu'il puisse s'exercer aux dépens d'un autre peuple ? C'est toute la question par rapport aux Palestiniens. J'ajoute qu'à ma connaissance, les multiples tentatives de créer un État juif à travers les siècles ont toutes échoué parce qu'elles se sont spontanément heurtées au fait qu'une majorité de juifs étaient bien installés dans des nations diverses et ne désiraient pas les quitter. L'expérience de Lénine et Staline avec la République de Birobidjan fut un échec. Seuls 300 000 juifs acceptèrent d'y participer tandis que des millions d'autres juifs demeuraient dans les autres Républiques socialistes soviétiques !

De toutes ces considérations très sommaires, je déduis qu'il n'y a rien de commun entre l'antisionisme dont nous nous réclamons comme s'en réclamaient déjà les vrais communistes avant le déferlement révisionniste, qui est une partie composante de l'antiracisme, principe fondamental du matérialisme marxiste-léniniste, c'est-à-dire dialectique et historique, et l'antisémitisme.

ÉTAT FRANÇAIS

VILLE DE MARSEILLE

ARRÊTÉ

relatif au

RECENSEMENT DES JUIFS

NOUS, Préfet des Bouches-du-Rhône, Administrateur Extraordinaire de la Ville de Marseille, Officier de la Légion d'Honneur :

VU la loi du 5 Avril 1884 ;

VU le décret du 20 Mars 1939, pris en exécution du décret-loi du 12 Novembre 1938 ;

VU la loi du 29 Juillet 1939 ;

VU la loi du 2 Juin 1941 ;

VU la loi du 13 Juillet 1941 ;

VU l'article 171, paragraphe 15 du Code Pénal.

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — Toute personne juive au regard de la loi du 2 Juin 1941 portant statut des juifs doit en faire la déclaration, sur un imprimé spécial à l'Hôtel de Ville, service de la Police Administrative, avant le 31 Juillet 1941, délai de rigueur.

ART. 2. — La déclaration ne sera réputée accomplie que lorsque l'imprimé réglementaire aura été dûment rempli par les intéressés et déposé, ou adressé par la poste en recommandé, à l'Hôtel de Ville. Toute déclaration effectuée avant la publication du présent arrêté ou non souscrite au moyen de l'imprimé réglementaire est nulle et de nul effet.

ART. 3. — M. le Commissaire Central de Police, M. le Commandant de Gendarmerie, M. le Directeur de la Police Administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 Juillet 1941.

P. le Préfet des Bouches-du-Rhône,
Administrateur Extraordinaire de la Ville de Marseille,
Le Secrétaire Général de la Préfecture délégué :

PIERRE BARRAUD.

Un représentant de l'OLP nous a déclaré

Après la projection du film *Holocauste*, nous avons interviewé un représentant de l'OLP, Omar Massala, sur la question de l'antisémitisme et du sionisme.

« La Palestine est un carrefour de civilisation et a une tradition exemplaire de tolérance. Cela s'explique historiquement. Il y a toujours eu en Palestine des minorités : des juifs, des Sarkhasiens, des Arméniens, des Druzes. Le problème, c'est la revendication politique juive qui a donné naissance au mouvement sioniste. Nous condamnons, bien sûr, les massacres juifs en Europe, nous condamnons l'holocauste, mais le sionisme a exploité ces malheurs pour faire un mouvement politique qui a persécuté le peuple palestinien.

L'OLP fait une distinction entre juifs et sionistes. Ce que nous voulons, c'est un État laïque et démocratique. Un État où juifs, chrétiens et musulmans pourront vivre dans l'égalité et sans discriminations raciale ou religieuse. Un État qui permettra aux masses d'avoir le pouvoir.

(Suite de la page 15)

de vivre, de participer à la vie économique, politique du pays dès lors qu'ils ne combattront pas ou ne chercheront pas à opprimer les Palestiniens. C'est la première chose qu'il faut distinguer : quand on lutte contre l'Etat d'Israël, on ne lutte pas contre les Israéliens.

Michel :
La lutte ne consiste pas à faire repartir deux millions et demi de personnes dans leurs foyers d'origine.

Elie :
Deuxièmement, les Palestiniens ont donné déjà des preuves de leur orientation laïque et démocratique. Il y a des juifs qui sont morts dans le camp de la résistance palestinienne. Des juifs qui se considéraient comme Palestiniens de nationalité, comme des juifs allemands, français, se considèrent d'abord comme Allemands, Français, etc.

On pourrait citer la lutte d'hommes comme Abraham Serfaty, juif marocain antisioniste.

Par ailleurs, au cours des affrontements qui ont ravagé Beyrouth, la communauté juive a reçu une aide considérable des Palestiniens et le chef de la communauté juive de Beyrouth a télégraphié à Yasser Arafat pour le remercier de l'aide, notamment en vivres et en eau, qui leur a été apportée.

Notre position par rapport à l'Etat d'Israël se définit par rapport à une structure politique, administrative, policière, militaire, qui est fondée sur le racisme. Par exemple, en Israël, un mariage n'est pas valable s'il ne s'est pas déroulé à la synagogue.

Tu disais, tout à l'heure, l'Etat d'Israël, c'est un fait. Il faut dire aussi qu'il y a un autre fait, ce sont les Palestiniens, qui sont organisés, qui mènent la lutte armée et qui sont soutenus par l'humanité progressiste et par la majorité des pays du tiers monde. L'Etat d'Israël est au ban des nations.

Cette conclusion est incomplète car c'est effectivement ça la solution : l'entente entre les Palestiniens et les Israéliens.

Mais le problème, c'est quelle voie pour cette entente. Jusqu'à présent, chaque fois que les Palestiniens ont protesté, qu'ils ont demandé justice, on leur a répondu par la violence.

Les Palestiniens sont victimes d'une injustice. Ils ont été chassés de leurs terres par la force. On doit reconnaître que cet emploi de la force va à l'encontre de la voie d'entente entre les Palestiniens et les juifs de Palestine et d'ailleurs.

Les Palestiniens ont raison de s'opposer et ils ne peuvent lutter que par la force contre ceux qui ont employé une violence injuste à leur égard.

On ne peut pas l'oublier. Tu dis, on doit s'entendre. C'est vrai que c'est la seule solution, mais il ne faut pas oublier que tous les Israéliens ne pensent pas comme ça et notamment ceux qui ont le pouvoir en Israël.

Ceux qui ont le pouvoir en Israël pensent que la seule solution, c'est d'imposer par le fer la domination de l'État d'Israël.

Moïse :
Justement, nous pouvons agir pour que Palestiniens et juifs progressistes agissent dans ce sens. Ce que j'aimerais, c'est qu'il y ait des réunions de juifs et de musulmans progressistes qui voient comment agir pour aider tous ceux qui, Palestiniens et Israéliens, veulent une entente entre les deux peuples.

Michel :
La lutte passe contre les grandes puissances qui cherchent à tirer partie des querelles, des oppositions locales au Moyen-Orient. Mais elle passe aussi par la lutte contre l'État d'Israël, contre ceux qui veulent régler le problème par la force, par la violence injuste.

Un peuple juif ?

Pour les sionistes, les juifs du monde entier sont les descendants des juifs chassés de Palestine au 1er siècle par les Romains tous enfants de cette dispersion, de cette « diaspora ». Voyons plutôt les faits.

L'examen du dernier recensement effectué en Palestine par les Romains en 43 après J.C. a conduit de nombreux historiens à conclure que la majorité des juifs ne pouvaient venir de Palestine mais étaient déjà des convertis.

C'est ainsi que ce sont des Arabes de religion juive qui occupaient cinquante-neuf forteresses et presque toute la ville de Médine en Arabie au temps de Mahomet (VIIe siècle).

De même, en Égypte et en Afrique du Nord où de nombreuses tribus berbères furent très tôt judaïsées sans doute par les Phéniciens. Ce sont ces juifs arabes, berbères, phéniciens qui abordèrent en Italie, en France, en Espagne, au Portugal... Ce sont les juifs « séphardims ». Quant aux juifs « ashkenazes » il s'agit de descendants de tribus d'Europe centrale convertis au judaïsme probablement par des juifs venus de Perse au VIIIe siècle après J.C.

Ainsi un million de Khazars de Crimée, leur roi Boulan en tête, se convertirent en 740 entraînant des conversions chez des peuples voisins (Caucasiens, Hongrois).

A la destruction de l'empire khazar par Gengis Khan, de nombreux khazars fuirent en Pologne.

Les fondements de l'antisémitisme

C'est au Moyen Age que naît et se développe l'antisémitisme en Europe. A cette époque où la terre est la principale source de richesse, les juifs n'ont pas le droit de professer une activité agricole ni une activité manuelle. Les juifs sont donc marchands par force... Mais voilà que le capitalisme marchand se développe et avec lui le capitalisme bancaire.

Cantonnés dans ces activités, les juifs seront donc très tôt associés à l'argent. Or, les grands seigneurs, et les petits, les rois et le Pape ont besoin d'argent. Ils empruntent mais n'aiment pas rembourser. Ils trouvent alors facilement dans les évangiles chrétiens la justification à l'expulsion et à la confiscation des biens juifs, les juifs sont ceux qui ont refusé leur assistance à Jésus Christ.

Dès 1215, le concile de Latran contraint les juifs à porter un signe distinctif : une pièce de tissu circulaire tantôt rouge, tantôt jaune, puis le port obligatoire d'un chapeau jaune.

L'antisémitisme est donc bien lié à ses origines, au régime féodal. La révolution de 1789 ne s'y trompe pas et émancipe les juifs de France.

La réaction royaliste et catholique dont l'idéologie inspire largement l'ensemble de la droite française jusqu'en 1944, rejette l'œuvre émancipatrice de la révolution française, avec d'autant plus de rage que la nouvelle classe bourgeoise qui a installé son pouvoir compte des juifs dans ses rangs.

L'antisémitisme va même cristalliser les oppositions politiques de 1894 à 1899 avec l'affaire Dreyfus, ce capitaine israëlite de l'état-major, accusé à tort d'espionnage au profit de l'Allemagne.

C'est alors que sont fondées à droite « La ligue antisémite » et à gauche « La ligue des droits de l'homme ».

Dès lors, la droite va assimiler avec violence révolution et judaïsme ce qui va mener en 1940 avec le régime de Vichy à la croisade contre le « judéo-bolchévisme »

Cela allait conduire à la rafle du vélodrome d'Hiver et à la déportation de nombreux juifs de France.

Nombre de juifs en France, notamment parmi les plus pauvres, se reconnurent alors dans les idéaux de la Résistance et du communisme, comme le soulignaient avec haine les nazis dans la fameuse affiche rouge présentant le « *groupe Manouchian* ».



Le Groupe Manouchian enchaîné pénétrant dans la salle du tribunal.

Extrait d'une interview de Christian Semler, président du Parti communiste d'Allemagne (KPD) à propos d'Holocauste

Christian Semler : « Il faut d'abord dire que *Holocauste* a soulevé beaucoup d'émotion en Allemagne — et pas seulement en Allemagne de l'Ouest, mais aussi en République démocratique allemande, pour autant que les gens ont pu le voir. En République fédérale, entre 15 et 20 millions de gens ont vu au moins un épisode de la série. En ce qui concerne le film lui-même, il faut remarquer qu'il ne montre que les rapports entre les occupants nazis en Pologne et leurs victimes juives, sans évoquer la résistance des masses populaires juives dans les territoires occupés, sans évoquer la résistance dirigée par les communistes en Europe de l'Est ou en Europe de l'Ouest. Il faut remarquer aussi que le film ne montre pas le cadre social dans lequel se situe l'extermination des juifs ; il ne dit pas qu'Hitler représente les fractions les plus agressives du capital financier allemand.

Le film a des tendances sionistes prononcées. Il faut dire aussi que le film est souvent d'un sentimentalisme insupportable. Mais d'un autre côté, la possibilité de s'identifier avec le personnage principal du film et la forme dramatique dans laquelle sont présentées les actions meurtrières des barbares nazis ont permis à beaucoup de gens de réfléchir à la question du nazisme. Et cette forme dramatique a déclenché une grande vague d'émotion. Et ceci est à mon avis positif ».

LES MONTANTS COMPENSATOIRES

Qu'est-ce que c'est ?

600 à 700 petits paysans en situation de faillite dans les Côtes-du-Nord, 10 à 20 % des paysans d'Ile-et-Vilaine surendettés et poursuivis par le contentieux du Crédit agricole. Des dizaines de milliers de producteurs de porc dans la rue, en Bretagne. Face à ce vaste mécontentement, les pouvoirs publics et toutes les formations politiques s'accordent pour rejeter les difficultés de ces petits et moyens paysans uniquement sur les montants compensatoires monétaires (MCM) en vigueur au sein du Marché commun, montants compensatoires qui influent sur la baisse des cours des produits agricoles français et constituent donc un des éléments de la baisse des revenus des paysans. Mais que sont ces montants compensatoires et quels sont leur effets ? Quel est leur impact réel sur les difficultés des petits et moyens paysans ?

Le système a été proposé par la France, en 1969, lors de la dernière dévaluation du franc, suivie ensuite par une réévaluation du mark.

Le système

Les pays capitalistes européens se développent à des vitesses différentes et leurs producteurs ne travaillent pas dans les mêmes conditions en Allemagne, en France ou Hollande. Cela se reflète sur la valeur des monnaies des différents pays européens. Et, pour corriger ces différences entre les valeurs des monnaies, dans l'échange des biens agricoles, on a inventé un système de taxes et de subventions qui s'appliquent par catégorie de produits agricoles : les montants compensatoire monétaires. Les produits des pays à monnaie forte (Allemagne, Hollande, Belgique) désavantagés par leur prix pour exporter sont subventionnés : ce sont les montants compensatoires positifs, tandis que les produits des pays à monnaie faible (France, Angleterre, Italie) avantagés par leurs prix sont taxés à l'exportation : ce sont les montants compensatoires négatifs. Et ceux-ci sont différents selon les types de biens agricoles (lait, porc...). Aujourd'hui, les montants qui jouent le rôle de subventions sont de 10,8 % pour l'Allemagne et le Bénélux et ceux qui jouent le rôle de taxe sont de 10,6 % pour la France.

Un tel système a donc abouti à pénaliser les exportateurs français puisque taxés et avantager les exportateurs belges, hollandais et allemands puisque subventionnés. Aujourd'hui, les différentes bourgeoisies européennes ont abouti à un compromis pour élimiter ces montants compensatoires et éviter à l'avenir la création de nouveaux montants compensatoires durables.

Un compromis

Les nouveaux montants seront éliminés dans les deux ans qui suivront leur création (et non dans l'année, comme le demandait Giscard) et l'Allemagne s'engage à respecter un certain automatisme dans la suppression des subventions qui favorisent ses exportations agricoles. Une franchise de 1 % est ainsi prévue : par exemple, si le mark se réévalue de 4 %, la subvention payée ne sera plus de 4 mais de 3 %.

Les techniques prévues sont complexes et confuses. Mais un fait est certain . les gouvernements européens sont d'accord pour la suppression des montants compensatoires.

Que signifie cette suppression

Cette suppression devrait permettre de revenir à l'unité des prix agricoles dans le Marché commun, tout comme le Marché commun des biens industriels où il n'y a pas de tarifs douaniers venant pénaliser plus une firme qu'une autre mais des conditions analogues de concurrence pour chacune d'elles. Autrement dit, chacune, par la recherche de plus grande compétitivité cherche à occuper une place prépondérante dans la concurrence. De même, la suppression des montants compensatoires dans le Marché commun agricole, cela revient à établir une concurrence normale entre les trusts agro-alimentaires au sein de la Communauté européenne. Cela suppose des vagues de restructuration — comme dans le domaine industriel — pour que les trusts les plus compétitifs puissent être en tête du commerce international. Ainsi, Giscard-Barre-Méhaignerie n'ont de cesse de répéter qu'ils veulent faire de l'agriculture *« le pétrole vert de la France »*.

Tout pour les profits des trusts agro-alimentaires

L'objectif, c'est donc de permettrre aux trusts de faire face à la concurrence étrangère et de conquérir des marchés extérieurs, de faire de l'agriculture *« une agriculture de conquête »*, comme se plaisent à dire Giscard-Barre. Prenons le cas de relance des exportations de produits laitiers. Il prévoit de juteuses sommes pour les industries privées ou coopératives grosses exportatrices ; et, bien sûr, rien pour les petits et moyens producteurs de lait. Dans cette conquête des marchés extérieurs, il n'y a pas de place pour ceux qui ne sont pas rentables pour les grosses firmes agro-alimentaires.

Rappelons-nous déjà, en 1960, lors de la première loi d'orientation, on parlait de nécessité de modernisation. Le résultat : trois millions de paysans furent contraints de quitter leurs terres. Aujourd'hui, c'est le redéploiement accéléré dans l'agriculture. Cela suppose, comme dans l'industrie, que l'intervention de l'État ne vienne pas gêner la loi de la concurrence. Autrement dit, c'est la libéralisation, principal moyen de redéploiement.

La libéralisation dans l'agriculture aussi

La nouvelle loi-cadre, destinée au vote prochain du Parlement, prévoit de sélectionner les aides de l'État pour ne plus les accorder qu'à un petit nombre de producteurs soigneusement choisis parce que jugés rentables pour le commerce international. Et cette politique de redéploiement, consistant à tout subordonner aux intérêts des trusts agro-alimentaires exportateurs, se concilie donc avec la suppression des montants compensatoires. Que le Marché commun agricole retourne au fonctionnement normal des règles du marché, cela suppose une compétitivité accrue. Mais alors il est clair que la suppression du système des montants compensatoires ne peut résoudre l'essentiel des difficultés actuelles que connaissent les petits et moyens producteurs.

L'exemple de la crise du porc

Certes, les montants compensatoires sont un des facteurs de la crise du porc, ils favorisent les gros producteurs exportateurs allemands et hollandais sur le marché européen. Ils influent en France sur la baisse du cours du porc. Mais ils ne sont pas la cause déterminante des difficultés des petits et moyens éleveurs.

En fait, les difficultés des éleveurs proviennent de la restructuration engagée dans le secteur porcin, venant éliminer les éleveurs non-rentables. Ce sont les charges financières sous lesquelles succombent nombre d'éleveurs endettés et devant payer des intérêts de plus en plus lourds.

Ce sont les contrats passés par les éleveurs avec les grosses coopératives et qui ne sont fonction que des résultats commerciaux ; c'est encore l'attribution de prêts accordés aux éleveurs selon le critère de la productivité. Peu importe les conditions de départ ou le nombre de porcs. Le moindre coup dur (maladie des porcs...) et le petit éleveur se trouve fortement pénalisé et même contraint à disparaître.

Donc, les montants compensatoires, en influant sur la baisse des cours des produits agricoles français, viennent accroître les difficultés des petits et moyens paysans.

Mais la cause déterminante de ces difficultés, c'est la restructuration, c'est-à-dire l'élimination des producteurs les moins rentables pour ne garder qu'une petite poignée de producteurs, les plus rentables.

Catherine LEMAIRE





MOYEN-ORIENT

Pas de paix véritable sans les Palestiniens



Carter vient de rentrer de sa tournée accélérée au Moyen-Orient avec un demi-succès en poche.

Un accord officieux entre Sadate et Begin qui, d'après lui, représente *« le contenu essentiel du traité de paix entre l'Égypte et Israël, pierre angulaire d'un règlement global de paix pour le Proche-Orient ».*

Pourtant, ce n'est pas l'enthousiasme chez aucune des parties. Certes, Carter peut espérer voir sa cote remonter de quelques points pour les prochaines élections présidentielles de 1980 qui se présentent assez mal pour lui.

Face aux événements d'Iran, il lui était aussi impératif de raffermir l'influence américaine au Proche-Orient et de marquer un point contre l'offensive généralisée de l'URSS.

Déjà, après le premier round de Camp David on avait proclamé un peu imprudemment que *« tout avait été résolu ».* **La suite des événements devait démentir cette affirmation optimiste.**

C'est manifestement contraint et forcé par une grave situation intérieure, notamment sur le plan économique, que le président Sadate a fini par accepter les propositions américaines sur trois points importants demeurés en litige :

– Le statut de la Cisjordanie et de Gaza, territoires palestiniens occupés depuis 1966.

– La fourniture du pétrole du Sinaï à Israël.

– L'échange d'ambassadeurs entre le Caire et Tel-Aviv et le maintien des obligations antérieures contractées par l'Égypte envers les autres pays arabes.

A l'heure actuelle, le contenu exact des concessions lâchées par l'une et l'autre des parties demeure encore secret. Mais une chose est sûre, l'accord intervenu ne peut régler le fond du problème : la revendication légitime du peuple palestinien de retrouver sa terre et son identité nationale.

Quel que soit le sort finalement élaboré pour les territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, il l'a été sans les Palestiniens, sans leur seul représentant légitime, l'OLP. Les violentes manifestations qui se développent déjà en Cisjordanie sont là pour rappeller que le peuple palestinien n'acceptera jamais de se laisser dépouiller de son droit à l'existence et à la parole.

DU MONDE ENTIER

Processus d'unification pour les deux organisations marxistes-léninistes espagnoles

Les deux organisations marxistes-léniniste espagnoles, l'Organisation révolutionnaire des travailleurs et le Parti du travail d'Espagne, ont entamé un processus d'unification qui, ont-elles laissé entendre, pourrait aboutir rapidement. Elles présenteront des listes communes aux prochaines élections municipales, le 3 avril. A elles deux, elles avaient totalisé près de 400 000 voix aux récentes élections législatives.

Allemagne de l'Est et espionnage

Suite aux révélations faites par un gros bonnet des services d'espionnage est-allemand passé à l'Ouest, Werner Stiller, toute une série d'espions ont été démarqués récemment. Une vieille demoiselle qui travaillait à l'OTAN à Bruxelles, une secrétaire d'un dirigeant chrétien-démocrate en Allemagne de l'Ouest et une dizaine d'autres espions d'importance moindre. C'est le plus gros coup de filet du contre-espionnage occidental depuis l'arrestation de Günther Guillaume, conseiller personnel du chancelier ouest-allemand Willy Brandt, en avril 1974.

Selon les révélations de Stiller, l'Allemagne de l'Est entretient quelque 3 000 espions à l'Ouest, dans toutes les sphères de la société, mais surtout dans les entreprises économiques et les centres de recherche scientifiques qui ont une importance militaire stratégique.

URSS

Le droit de critique : Théorie et pratique

A lire sa Constitution, l'Etat soviétique est le plus démocratique du monde. Voici par exemple l'article 49 : « *Chaque citoyen de l'URSS a le droit de faire des suggestions aux organes de l'Etat et aux organisations sociales, concernant l'amélioration de leur activité, et d'en critiquer les insuffisances. Les fonctionnaires sont tenus, dans les délais prescrits, d'examiner les propositions et requêtes des citoyens, de leur donner réponse et de prendre les mesures nécessaires. Toute brimade infligée pour fait de critique est interdite. Les personnes qui s'en rendent coupables ont à en répondre* ».

Ceci, c'est la théorie. De fait, il y a des bureaux de plaintes auprès de tous les organes de l'Etat, ainsi même qu'au Comité central (CC) du Parti communiste soviétique (PCUS).

Et comment, dans la pratique, les travailleurs qui viennent déposer une plainte sont reçus — les témoignages suivants peuvent en donner une idée.

•

Kouroutchenko Varvara Ivanovna : *« L'administration et le comité syndical ont cherché à me licencier parce que j'avais dénoncé les vols de produits qu'ils avaient commis. Pensant que je quitterais volontairement mon emploi, la direction m'a mutée sur un autre poste avec diminution de mon salaire, alors que selon la loi, le chef d'atelier ne peut le faire qu'avec l'accord du travailleur. Je me suis adressée à la procurature et aux tribunaux de la République autonome du Daghestan, mais mes déclarations n'ont fait l'objet d'aucun examen ».*

•

Inakov Gabriel Timofeevitch : *« J'ai travaillé comme docker à l'entreprise Moskabel de Moscou. J'ai été licencié pour avoir critiqué l'administration de l'usine en novembre 1975. Je fus d'abord muté sur un travail plus pénible avec une paye inférieure. Comme je me plaignai de cet acte illégal, il fut décidé de me régler mon compte une fois pour toutes et je fus licencié, soi-disant pour refus de travail ».*

•

Mon mari, Dvoretsky Fiodor Pavlovitch, père de trois enfants, est interné dans l'hôpital psychiatrique No 2 depuis le 6 mai 1977. Il est enfermé pour avoir signé avec d'autres travailleurs des lettres dénonçant les vols et des versements de salaires à des ouvriers inexistants dans une huilerie, puis dans une fabrique de chaussures où il travaillait. On l'a condamné dans le secret, sans témoins.

•

Izvekova Valentina Nikitchina : *« J'ai travaillé comme secrétaire du comité exécutif du soviet des députés de Tchernigov. J'ai été licenciée en 1975 pour avoir dénoncé les actions illégales du président du comité exécutif, Chmakov. Il utilisait depuis dix ans sa position dans son intérêt propre, en particulier en ce qui concerne l'allocation des appartements d'Etat ou coopératifs pour lesquels il recevait des pots-de-vin. Utilisant sa position hiérarchique, il obligeait ses collaboratrices à partager son lit... J'ai passé quatre mois en prison pour avoir dit la vérité, mes deux petits enfants sont restés sans mère et jusqu'à ce jour, je n'ai pas de travail. Cette crapule de Chmakov passa trois mois à l'hôpital de la prison, puis fut réhabilité par la Cour suprême. Il a été nommé à un poste de direction aussitôt après sa libération, et ce sans avoir aucune formation. Mais il possède sa carte du parti. »*

Dans son bureau, seul à seul avec le plaignant, Pankratov, le procureur général adjoint de l'URSS, a traité de spéculatrices Kozlava et Manakova, de prostituée Kachanova ; il a mis à la porte de son bureau Foufaieva ; il a traité de calomniateur Poplavski, en présence du procureur de la région de Moscou ; il a exigé un pot-de-vin de Klebanov ; à Oganessian, il a déclaré : *« Il n'y aura plus de réponse écrite aux plaintes à partir du 3 juin 1977 ».*

•

Le 12 juillet 1977, les citoyens Gouriev, Melentiev, Ivanov, Kouroutchenko ont été arrêtés dans le hall du Comité central du PCUS, et ont été emmenés de force au poste 46 de la milice où on les a obligés à signer qu'ils ne reparaîtraient plus dans le hall du Comité central du PCUS.

•

Kortchaguine, chef d'équipe-serrurier-ajusteur-ingénieur : six mois après s'être rendu au bureau des plaintes du Comité central du PCUS, il déclara publiquement qu'il quittait le Parti communiste en signe de protestation. Il fut arrêté en pleine rue à Moscou, interné dans l'hôpital psychiatrique No 7. Il était psychiquement sain.

(Tous ces témoignages proviennent de membres fondateurs des syndicats libres soviétiques).

Jean SCHUBERT



Autre aspect de la vie quotidienne des Soviétiques : les queues dans les magasins. Ici, un grand magasin à Léningrad.



CINEMA

Dictateur sanguinaire en Amérique latine

Viva el presidente est un film qui sort actuellement sur les écrans français à grande publicité et qui prend pour thème la vie d'un dictateur dans une république d'Amérique centrale au début du siècle. Le héros du film, qui passe le plus clair de son temps à Paris, est confronté à deux tentatives de coup d'État avant d'être renversé par un autre futur dictateur à la faveur d'une grève générale.

Le fil, centré exclusivement autour du dictateur, de ses coucheries, de ses bouffonneries ou de ses états d'âme, manque sérieusement de force et n'emporte pas la conviction du spectateur.

Il y a à cela deux raisons essentielles : le manque de clarté dans l'explication de la réalité sociale et historique du pays et le manque de progression dans le personnage et dans l'action.

Que nous montre-t-on de l'exploitation subie alors par les peuples d'Amérique centrale ? Rien. Nous assistons certes à des scènes de rébellion contre la dictature, mais faute de comprendre les motivations profondes, le spectateur ne peut y adhérer pleinement. On n'y voit ni organisation ni prise de conscience populaires. Les prises de position du représentant ouvrier se bornent à des déclarations de principe bien abstraites.

Par ailleurs, le dictateur ne défend en définitive que son pouvoir personnel, sans qu'on sache quels intérêts il représente, ce qui lui enlève sa dimension sociale.

Certes l'intervention directe de l'impérialisme américain, par l'impérialisme de l'ambassadeur des États Unis nous est montrée. Mais celle-ci, noyée dans l'action, n'apparait pas comme déterminante.

Resteraient alors le personnage du dictateur lui-même ou la progression de l'action comme ressorts du film.

Mais ni l'un ni l'autre n'évoluent tout au long du film. Le dictateur manque sacrément de corps. Son vocabulaire se borne semble-t-il aux seuls « fils de pute » et « connard » répétés quelque cent fois tout au long du film qui finissent par lasser et qui trahissent sa pauvreté psychologique.

Quant à l'action, entre les séjours à Paris du dictateur et les coups d'État dans son pays, elle ne progresse guère non plus. En définitive, le film — qui dure près de trois heures — parait interminable et le spectateur a l'impression de tourner en rond avec les personnages sans aboutir à rien.

La chute du dictateur elle-même, dans la mesure où il est remplacé par un autre apprenti dictateur sur qui s'est reporté le soutien de l'impérialisme américain, n'est guère enthousiasmante. Et rien ne laisse prévoir que la classe ouvrière ou la paysannerie sauront rompre le cycle des dictatures. Le « un jour nous reviendrons » du leader de la rébellion populaire écrasée dans le sang n'apparait que comme un vœu pieux désespéré.

Certains critiques ont présenté ce film et le personnage du dictateur comme un exemple type du baroque latino-américain. En quoi donc le baroque est-il une caractéristique latino-américaine ? Il vaudrait mieux laisser l'image du dictateur latino-américain moustachu, portant un large « sombrero » et prêt à dégainer sur tout ce qui bouge aux albums de Tintin et Milou. Elle cache une réalité qui est tout autre. C'est cette réalité justement que le film, derrière le foisonnement — répétitif de surcroît — des images stéréotypées n'aide pas à comprendre.

Pierre DELAUBE

L'époque de la Révolution mexicaine

L'époque se caractérise pour cette partie de l'Amérique latine par la pénétration de l'impérialisme américain. Avec la perte de Cuba en 1898, l'Espagne a perdu sa dernière colonie en Amérique. Les États Unis sont intervenus militairement contre les troupes espagnoles pour « soutenir » la guerre d'indépendance de Cuba.

En fait, les États Unis remplacent immédiatement l'Espagne et s'implantent dans la région. Les marines américains débarqueront au Nicaragua et y demeureront de 1912 à 1924, à Haïti de 1915 à 1933, en République Dominicaine de 1916 à 1924.

L'exemple du Mexique de Porfirio Diaz (dictateur de 1876 à 1911) montre ce que la soumission à l'impérialisme américain signifiait pour la population. Quelque 800 propriétaires fonciers, beaucoup d'entre eux étrangers, possédaient presque tout le territoire mexicain. Au lieu de salaires, les ouvriers agricoles recevaient des aliments et les biens de première nécessité dans les magasins des propriétaires terriens qui en fixaient arbitrairement les prix. Liés au propriétare par des dettes, qui étaient héréditaires, ils étaient en fait de véritables esclaves.

Le cuivre, le pétrole, le caoutchouc, le sucre, la banque, les transports, tout était aux moins des capitaux américains.

Mais cette époque est aussi celle de la révolution mexicaine et des révoltes populaires organisées dans toute l'Amérique centrale. Au Nicaragua en particulier, la guérilla dirigée par Augusto Cesar Sandino mit en échec pendant six ans les troupes américaines.

EDITIONS DU CENTENAIRE

Ces ouvrages qui viennent de Chine

Depuis de nombreuses années la revue *Littérature chinoise* s'emploie à faire connaître l'histoire et le développement de l'art et de la culture en Chine.

D'abord trimestrielle, puis mensuelle *Littérature chinoise* n'a cessé de s'améliorer tant par sa présentation que par la diversité des sujets traités : poèsie, peinture classique et moderne, littérature, théâtre, musique, cinéma, etc.

La richesse des deux premiers numéros de 1979 apporte une nouvelle preuve de l'intérêt que présente cette revue et de la nécessité de la faire connaître largement.

Les pages littéraires du numéro un nous font découvrir quatre nouvelles de jeunes auteurs qui décrivent divers aspects de la vie quotidienne chinoise ; elles présentent aussi une étude sur le « réalisme critique dans l'histoire littéraire ». Les œuvres d'auteurs occidentaux comme Balzac, Zola, Dickens y sont analysées d'une manière approfondie et replacées dans leur contexte historique. Ce numéro publie également trois poèmes de Mao Zedong, jusqu'alors inédits.

Le numéro deux de cette revue permet au lecteur de découvrir « Minuit », roman écrit en 1933 par Mao Dun, auteur aussi célèbre que Lou Sin et Pa Kin. Il contient aussi la première partie d'un entretien de Mao Dun avec Suzanne Bernard, auteur de « Rencontre avec un paysan français révolutionnaire », et qui donne de précieux renseignements sur la littérature chinoise et le rôle des écrivains progressistes dans les années trente.

Dans chacun de ces deux numéros, la peinture et les arts plastiques ont une large place avec des articles consacés au peintre classique Pien King-tchao et aux estampes de Nouvel An de Yanglieoutsing dans la province du Hopei (No1), à Lin Feng-mien, peintre contemporain, et aux cerfs-volants, art traditionnel chinois (No 2). Ces articles sont accompagnés de reproductions de grande qualité.

Chaque numéro comporte également des chroniques sur les diverses manifestations artistiques et culturelles qui se déroulent en Chine.

(Littérature chinoise, revue mensuelle, l'abonnement 1 an : 24 F).

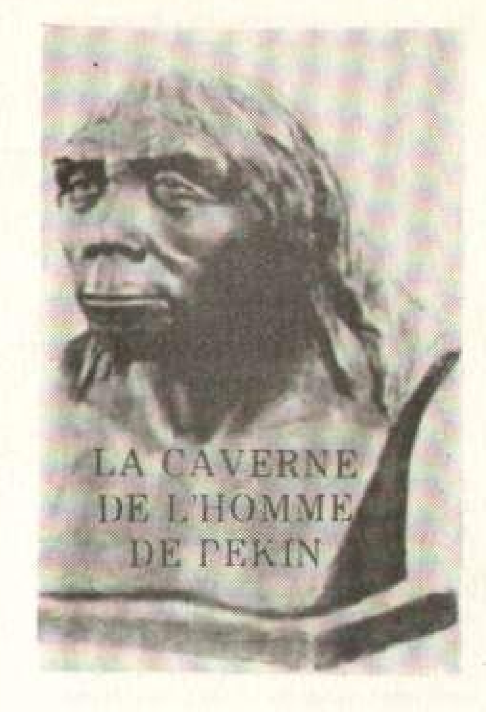
LE SACRIFICE DU NOUVEL AN

Il s'agit là d'une adaptation de la nouvelle de Lou Sin écrite sous ce titre en 1924 et parue dans *Nouvelles choisies*. Texte et illustration nous font découvrir la vie et la misère du peuple dans la société féodale de l'ancienne Chine.

A la mort de son mari, une jeune femme s'engage comme servante chez un propriétaire foncier pour échapper à sa belle-mère qui l'enlevera cependant pour la vendre en mariage. Après la mort de son deuxième mari, son fils est tué par un loup. La jeune femme retourne alors travailler chez le propriétaire foncier qui lui conseille de faire un sacrifice afin de « chasser le malheur ». Le sacrifice ne réussissant pas, elle est jetée à la porte et réduite à la mendicité. Elle meurt de désespoir un soir d'hiver.

Les illustrations réalisées selon une technique proche du lavis (encre de Chine plus ou moins délavée pour obtenir des nuances) montrent de façon saisissante quelle était la vie difficile du peuple chinois dans l'ancienne société.

(Le sacrifice du Nouvel An — 6 F)



POUR CONNAITRE LES ORIGINES DE L'HUMANITE

Au début des années vingt, des paysans de Tcheoukeoutien découvrirent les traces d'une ancienne civilisation. En 1927, commencèrent des fouilles systématiques de ce site, aujourd'hui connu sous la dénomination de « Caverne de l'homme de Pékin ». C'était là une découverte capitale, comme celles faites en quelques points du globe, en Dordogne en France, en Éthiopie et en Australie, pour pouvoir étudier les origines de l'humanité. Certains vestiges découverts à l'époque furent d'ailleurs volés par des Américains et les fouilles ne reprirent véritablement qu'à la Libération, en 1949.

Les travaux poursuivis depuis lors ont permis de découvrir de nombreux objets, ossements, dont l'analyse a prouvé que dès la préhistoire, plusieurs civilisations se sont succédé sur ce site.

Abondamment illustrée, cette brochure, qui permet de mieux connaitre les origines et l'évolution de l'humanité, est accessible à un large public.

(La caverne de l'homme de Pékin, 2,80 F)

Ces ouvrages sont en vente dans les librairies suivantes : Herbes sauvages - 70, Rue de Belleville Paris 20e. La Force du livre - 33, Rue René Leynaud - Lyon 1er. Par correspondance à E 100 - 24, Rue Philippe de Girard - Paris 10e - Joindre la somme de 22,70 F (prix des quatre ouvrages et frais de port)

Correspondant E-100

«Le contre-pied»

Une autre façon de voir le foot

Le Contre-pied, c'est le titre du journal édité par l'association *«Le Football, la vie»* dont le No 2 vient de sortir. Dans leur éditorial, les rédacteurs expliquent : « Nous resterons constamment animés d'un souci offensif dans nos rubriques présentant des hommes, des clubs qui défendent un football collectif, de création, basé sur l'intelligence du jeu et la communication, sur le plaisir de jouer ».

Abonnement : 25 F pour 10 numéros. Cheque à adresser à l'association « Le football, la vie » - 26, Rue de Mardelle 22000 St-Brieuc.

Nous reviendrons plus largement sur ce nouveau journal dans une prochaine édition.

Vu, lu, entendu





CINEMA

«Coup de tête»

Une virulente critique sociale

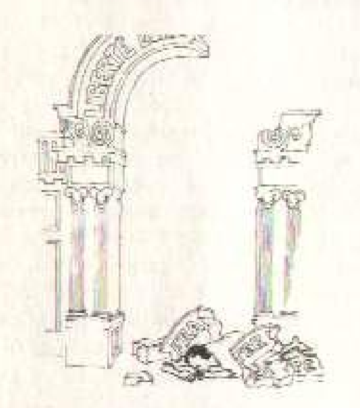


Si vous jouez au football pour le plaisir, à l'équipe de Trincamp, avec des maillots « Chaillotine ». Si le président du club est en même temps le patron de l'usine où vous travaillez pendant la semaine, alors il vaut mieux avoir les mêmes idées que lui sur la façon de jouer. Sinon, il peut vous arriver toute sorte d'histoires. C'est ce qui se passe dans le film qui montre les dessous du football, avec une petite équipe régionale qui monte et surtout le cynisme d'un patron qui avoue : *« J'entretiens onze imbéciles pour en calmer huit cents »*. Le rôle du jeune footballeur ouvrier est tenu par Patrick Dewaere. Un film contre le vedettariat, le chauvinisme, mais pour le football, avec en toile de fond une virulente critique sociale.

CARICATURES

Plantu *«Pauvres chéris»*

Le plus souvent, les caricaturistes de la grande presse se contentent de croquer les escarmouches de l'Assemblée nationale et des états-majors des partis politiques nationaux. Dans ce recueil de caricatures, le dessinateur Plantu démonte et dénonce les mécanismes d'oppression du tiers monde par les pays impérialistes. Son graphisme simple est efficace, il ne ménage ni les USA, ni l'URSS. On peut reprocher à Plantu de ne pas montrer les défaites subies par l'impérialisme et d'avoir une vision parfois pessimiste qui ne tient pas compte de la marche des peuples. Mais l'essentiel de ses dessins constitue une dénonciation féroce du système des monopoles.
Aux Éditions du Centurion.

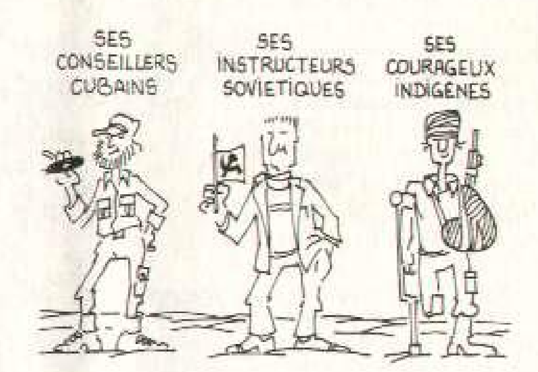


THEATRE

Brecht, le plus joué actuellement

Avec *« L'Irresistible ascension d'Arturo Ui »* à Béziers, *« l'Opéra de quat'sous »* au théâtre de Mogador et aux Bouffes du Nord à Paris, *« Splendeurs et misère du 3e Reich »* aux studios des Champs-Élysées, *« Maître Puntila et son valet Matti »* repris au TEP (Théâtre de l'Est-parisien) et bientôt *« Mère courage »* à Lille, Brecht est l'un des auteurs les plus joués en ce moment. Ces œuvres qui témoignent des années de crise qui ont précédé la Deuxième Guerre mondiale nous aident à mieux comprendre les événements actuels, marqués par le chômage et les préparatifs de guerre.

Vu, lu, entendu



CINEMA

«Un si joli village»



Cela aurait pu s'appeler *« Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon »* ou bien *« Le Juge Fayard à la campagne »*. Prenez un joli village du Sud-Ouest, avec une tannerie de cuir, le patron de cette tannerie veut divorcer pour aller vivre avec l'institutrice qui attend un enfant de lui. Sa femme disparait. Imaginez qu'un juge (Jean Carmet), au mépris de sa carrière malgré les consignes d'en haut, veuille mener l'enquête à son terme vous aurez une splendide comédie à la « française » où, sur un rythme toujours alerte, Étienne Périer montre qu'il est très difficile d'inculper un patron qui fait la pluie et le beau temps. De très belles images, un film qui rappelle le Jean Renoir de Toni.

MIEUX VAUT EN RIRE !

Quelle différence y a-t-il entre Gomulka (chef du Parti polonais jusqu'aux révoltes ouvrières de 1970) et Gierek ?
Aucune. Seulement Gierek ne le sait pas encore.

Les généticiens soviétiques ont conçu un nouvel animal, résultat du croisement d'une girafe et d'une vache. Et cela est très intéressant. Le nouvel animal peut brouter l'herbe en Pologne et être trait en Union soviétique.

La loterie en Tchécoslovaquie :
— Premier prix : un voyage aller-retour à Moscou avec trois heures de séjour dans la capitale.
— Deuxième prix : une semaine de séjour en Union soviétique.
— Troisième prix : un séjour d'un mois en Union soviétique.

«Il était des femmes dans la résistance»

Interview d'Ania Francos

Suite de la page 32



remettre tout ça en ordre. C'était le fouilli. J'avais un projet de livre ambitieux. Je voulais parler de trop de choses à la fois, raconter des histoires comme dans un roman, je voulais que le livre se lise comme un roman et qu'à la limite on se demande qui va gagner la guerre et je désirais en même temps qu'on comprenne toutes les activités des femmes dans la Résistance, leurs diverses activités.

Je voulais montrer des femmes de tous les mouvements, et en même temps, qu'on comprenne ce qu'avait été la Résistance, pour que les jeunes — j'ai surtout écrit ce livre pour des filles de 20 ans — qui lisent ce livre qui n'ai jamais rien lu sur la résistance sache en gros quels étaient les mouvements...

C. M. : Qu'est-ce qui vous a motivée pour faire ce livre ?

A. F. : Je crois que la motivation principale dans ma vie, c'est de ne pas supporter l'injustice et le racisme. C'est parce que j'étais une petite fille juive — je n'ai pas porté l'étoile jaune puisque je n'avais pas six ans, mais tout le monde la portait autour de moi — que dans la vie, j'ai fait après ce que j'ai fait ; je me suis frottée à pas mal de mouvements de libération. J'ai écrit quand même un livre sur l'Algérie, sur Cuba, les Palestiniens.

Et puis finalement j'ai eu envie d'écrire ce livre pour me vider de mes cadavres, parce que ma famille a été exterminée pendant la guerre. Et en même temps pour donner du courage parce que je crois que c'est un livre tonique, c'est triste, mais c'est tonique de montrer qu'on peut résister...

C. M. : J'avais l'impression qu'il y avait aussi dans la démarche la volonté de rendre aux femmes leur histoire...

A. F. : Ah, oui, bien que ce ne soit pas un démarche féministe, le livre est féministe malgré lui, au sens que j'aime beaucoup les femmes, non pas parce que je leur prête des vertus particulières de bonté, de paix, etc. Elles sont comme les hommes, mais moi j'aime beaucoup les femmes. Et il se trouve que c'était aussi l'occasion de parler du courage des femmes. C'est vrai que pendant la Résistance, elles ont fait tout ce qu'ont fait les hommes, plus s'occuper des mômes, s'occuper des hommes, comme font toujours les femmes dans la vie...

Et je m'aperçois que partout dans le monde les femmes résistent. Oui c'était une façon de rendre hommage aux femmes, mais mon propos ce n'était pas de dire elles ont été opprimées par les hommes. Je crois que finalement elles ont eu du plaisir et c'est aussi ce qui apparait dans le livre même si c'est souvent tragique, il y a eu de l'aventure, il y eu du plaisir, il y eu du désir, il y avait la vie (...).

En fait, ces femmes je crois qu'elles étaient libres pendant l'occupation parce que justement, c'était un moment privilégié où on pouvait si on voulait être libre, être libre c'est-à-dire refuser l'occupation et la collaboration (...).

Et en plus, ce qui était bien, c'est de m'avoir permis de raconter des histoires d'amour. Parce qu'il se trouve que s'il n'y a pas d'amour, de désir, on ne peut pas faire la révolution ; la clandestinité, on ne peut pas, c'est insoutenable. Malheureusement, on se fait souvent piquer à cause de ça, beaucoup de gens ont été arrêtés à cause de ça...

J'en ai discuté avec des camarades latino-américaines. Les femmes disent que sans amour, on ne peut pas faire la révolution (...).

C. M. : Il semble que vous avez gardé des contacts avec les femmes que vous avez rencontrées ?

A. F. : Absolument. Je suis très copine avec toutes les femmes de mon livre et elles m'ont fait des critiques, mais de détail.

(...) En gros, elles étaient assez contentes et elles m'aimaient bien d'abord parce qu'elles ne comprenaient pas. Au début, quand je suis allée voir ces femmes, elles se disaient *« mais cette fille, pourquoi s'intéresse-t-elle à cette période et surtout pourquoi est-elle obsédée par la déportation ? »* et moi je leur parlais, je leur racontais ma vie, mes doutes, et je crois que cet échange a fait qu'elles se sont ouvertes et qu'elles m'ont parlé comme elles n'ont peut être parlé à personne...

C. M. : Qu'est-ce qui a fait que vous avez rencontré celles-ci plutôt que d'autres ?

A. F. : Le hasard. Il y a beaucoup de communistes et de juives, parce que c'est la réalité et je viens d'une famille juive et communiste, alors...

D'ailleurs le livre que j'écris, ce sont trois générations mais surtout la génération de mes parents, de ces juifs communistes qui en ont pris plein la gueule, qui ont été militants en Pologne, qui ont été en r...estine avant la guerre, qui ont fait la guerre d'Espagne, puis la Résistance, qui ont été déportés, qui sont retournés en démocraties populaires en pensant que la question était réglée et qui maintenant sont obligés de revenir... où ? Alors qu'ils ne sont pas sionistes et qu'ils n'ont pas envie d'aller en Israël ? C'est tragique tous ces vieux militants...

Courrier des lecteurs



«Il manque de témoignages»

Trop de pages sur la Chine : No 40, dossier sur la Chine de 16 pages ; No 44, encore 16 pages d'un article théorique (pour les militants), sujet traité aussi dans *Prolétariat* et qui ne cadre pas du tout avec le style du bimensuel. Plus trois pages sur Joris Ivens qui parle encore, en partie, de la Chine. Attention à ce qu'il n'y ait pas d'articles sur le même sujet que dans le dossier, ailleurs dans le bimensuel.

Pas assez d'explications économiques sur le pourquoi de la crise.

Pas assez de témoignages sur le chômage et les luttes des chômeurs. Pas assez d'articles sur les colonies françaises, sur les minorités nationales, sur les nombreuses associations de masse nationales ou régionales souvent très intéressantes.

Pourquoi ne parle-t-on jamais ou presque de la lutte du peuple irlandais contre la domination anglaise ? Ça se passe pourtant en Europe.

Dossiers : huit pages suffisent (douze occasionnellement). Suffisamment illustrées.

Les thèmes : chômage, école, lutte des femmes, lutte des peuples opprimés, analyse d'un pays. Le problème breton : politique économique, culturelle. La lutte du peuple irlandais.

Pages culturelles : oui à leur développement.

Il ne faut pas se contenter de critiquer ou de causer à propos de certaines œuvres mais aussi le plus possible citer des passages d'un roman, publier des textes de chansons ou une scène d'une pièce de théâtre. Proposez aux lecteurs d'écrire.

On pourrait faire une sorte de Tour de France de tout ce qui bouge sur le front culturel, en dehors et contre la culture bourgeoise. Autrement, on risque de ne parler que de ce qui se publie ou se crée à Paris chez les « spécialistes ».

Il faut accorder plus de place aux cultures minoritaires. Tout article sur la Bretagne (sur le problème breton) nous parait trop comme un événement.

Pour les articles historiques, faire le lien avec les préoccupations actuelles. Faire apparaitre ce lien dans le titre.

Brest

Musique : «Je voudrais répondre à Pierre de Lille»

Très bien le courrier des lecteurs et je voudrais répondre sur un point à Pierre de Lille sur ce qu'il dit de l'article sur le Blues (voir No 48).

Je suis d'accord avec lui quand il dit que l'on ne donne pas assez un point de vue sur la qualité d'une musique, mais je pense que cela n'est pas aussi facile que cela, car l'on apprécie une musique sentimentalement. Personnelement, je serais sans doute capable de ressentir une musique comme le folk, le rock ou le blues, plus que la musique classique en général. Et je crois que pour écrire quelque chose sur une forme de musique, il faut écrire ce que l'on ressent en l'écoutant, la musique folk par exemple peut plaire à une certaine partie des gens et les autres préfèrent le disco, comment juger quelle est la meilleure et sur quel critère ?

Les mots veulent dire ce qu'ils veulent, mais la musique aussi. Pourquoi assiste-t-on depuis quelques années par exemple à une renaissance des musiques populaires régionales. En Bretagne les airs traditionnels sont travaillés et arrangés, disons « modernisés », ce qui attire de nombreux jeunes. Mais ce retour au traditionnel n'est pas à éloigner du contexte social, économique de notre région, du désir des jeunes à mieux connaitre l'histoire de leur pays.

Non, la musique n'est pas neutre.

En Bretagne, elle est le reflet de notre histoire, les gens ont fait leur musique suivant leurs états d'âme. Il serait intéressant de chercher à comprendre pourquoi, par exemple, les danses du Vannetais sont plus calmes que celles des Monts d'Arré. Vous penserez peut-être que je vais trop loin dans ma réflexion mais je suis persuadé que la musique veut bien dire elle aussi ce qu'elle veut dire.

Les différentes formes de musiques sont l'expression des hommes et des femmes, donc indissociables à mon avis de leur classe sociale.

Prenons un autre exemple : la musique punk. Elle a fait son apparition ses derniers temps et reflète bien une atmosphère qui règne à mon avis dans le monde : la violence. C'est une musique dure qui fait mal au ventre. Je me souviens d'avoir vu le groupe « Devo » à la télévision. Leur musique crée une atmosphère scénique crispante. Je dirais « psychiatrique ». Enfin, ce n'est pas facile d'expliquer ce qu'est une musique.

Dernier exemple : les musiques planantes, type Pink Floyd qui sont d'un genre beaucoup plus calme. Elles étaient liées au phénomène de la drogue et du mouvement hippy. Cette forme de musique a représenté quelque chose pour une partie de la jeunesse. Je tiens quand même à préciser que tous les jeunes qui ont écouté Pink Floyd n'étaient pas des « planants ». Mais des jeunes qui avaient beaucoup de problèmes : boulot, problèmes d'adolescents, etc. Ils se sont parfois identifiés à ce type de musique. On ne peut pas dire le contraire : Pink Floyd, c'est pas de la musique qui réveille...

Il faudrait que tous les gens qui lisent le bimensuel écrivent ce qu'ils pensent sur cette question, c'est sûr que pratiquement, jamais les questions musicales n'ont été abordées correctement dans nos journaux. Mais depuis quelques temps, je trouve tout à fait intéressant qu'il soit posé, même si les analyses faites sont encore « limitées ».

François - Vannes

Interview d'Ania Francos



Ania Francos a quatre ans quand la police vient arrêter son père en 1942. Il est juif d'origine polonaise et trouvera la mort dans un camp de concentration. La plus grande partie de sa famille sera ainsi exterminée. Devenue reporter, Ania Francos «s'est frottée à pas mal de mouvements de libération» comme elle le dit elle-même. Elle a écrit plusieurs livres : «La Fête cubaine», «La Blanche et la Rouge», «L'Afrique des Africaaners», «Les Palestiniens» et «Un Algérien nommé Boumédienne». Elle vient de publier chez Stock «Il était des femmes dans la Résistance». Claire Masson l'a interviewée sur ce livre.



Sur la couverture du livre, France Block-Sarrasin, héroïne communiste juive, une heure avant d'être décapitée. Elle est l'un des personnages centraux du livre.

C. M. : Votre livre, « Il était des femmes dans la Résistance », est en réalité une véritable fresque de la Résistance, à travers les femmes qui ont lutté. Il a dû demander un immense travail de documentation et de reconstitution ?

A. F. : Oui, deux ans à peu près. Il faut dire que pour moi qui ai vécu quand même cette période puisque je suis née au début de la guerre, je n'en ai que des souvenirs qui sont complètement fantasmés et, à la limite, je ne sais pas ce qui est vrai ou ce qui est faux de ce que j'ai dans la mémoire. En plus, il y a eu chez moi un refoulement total après la guerre, qui a fait que je ne m'intéressais pas à cette période. Par exemple, j'étais très fascinée par la guerre d'Espagne, mais c'est curieux, la Résistance c'était un mythe mais je n'en savais pas grand chose finalement.

J'ai commencé un livre — je suis en train de l'écrire — qui est l'histoire de trois femmes, trois générations de femmes, sur plusieurs périodes historiques, la génération de la Résistance, la génération des luttes anticoloniales et celle d'une fille de 18 ans, mettons, qui pourrait être ma fille puisque j'ai aujourd'hui 40 ans. A ce moment là, on m'a demandé de faire un livre sur les femmes dans la Résistance, j'ai tout de suite accepté parce que ça correspondait aux préoccupations que j'avais, à cette espèce d'angoisse épouvantable devant la situation dans le monde, et je me suis dit : *« Il faut que j'aille voir des femmes, pour mon roman c'est important, et pour moi si je vais voir ces femmes, si j'interroge celles qui ont résisté, qui ont fait la résistance, donc qui n'ont pas été indifférentes, si j'essaie de savoir justement comment on fait pour ne pas être indifférent, pour décider un jour, alors qu'on a des amours, des enfants, une vie comme tout le monde, de mettre tout ça en balance et de risquer la mort, pour moi ce sera quelque chose qui me rassurera... ».*

Je ne sais pas ce que je cherchais exactement. En parlant avec ces femmes j'ai découvert plein de choses, mais bien évidemment, j'ai eu des quantités d'entretiens qui étaient complètement décousus, parce que c'étaient des conversations, vous savez comme lorsqu'on on se retrouve entre femmes, spontanées, on discute de plein de choses, un peu confuses et j'ai dû donc me taper un nombre de bouquins absolument incroyable pour

(Suite page 30)